

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	30 fr.
Étranger (Pays à demi-tarif)	50 fr.	30 fr.
Étranger (Pays à plein tarif)	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

- 12 mai — Décret rendant applicable aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun le décret du 21 avril 1939 qui a modifié les articles 32, 33 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. (Arrêté de promulgation n° 329 du 18 juin 1939). 278
- 18 mai — Décret autorisant dans les colonies le règlement par virements de banque et par chèque des dépenses et des créances de l'Etat, de la colonie et des collectivités et établissements publics. (Arrêté de promulgation n° 330 du 18 juin 1939). 280
- 19 mai — Décrets portant réorganisation des chemins de fer coloniaux en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, Indochine, Madagascar, Togo et Cameroun et portant organisation du statut du personnel des chemins de fer coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 318 du 15 juin 1939). 282

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

- 13 juin — N° 316 — Arrêté fixant les heures de travail, de repos et des repas des détenus. 296
- 15 juin — N° 319 — Arrêté portant classement de la forêt de la Wouto (cercle de Klouto). 297
- 16 juin — N° 321 — Arrêté portant organisation des réserves indigènes sur le territoire du Togo. 298

- 16 juin — N° 535/B. M. — Instruction réglant le fonctionnement du fichier des réservistes indigènes du territoire et les originaux des autres colonies de P. A. O. F. 303
- 16 juin — N° 428 — Décision habilitant le commandant des forces de police du Togo pour les informations militaires. 304
- 16 juin — N° 323 — Arrêté fixant les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935. 304
- 18 juin — N° 331 — Arrêté rendant obligatoirement payables par virements de banque certaines dépenses de l'Etat, du territoire, des communes et des établissements publics. 304
- 18 juin — N° 332 — Arrêté fixant le maximum des dépenses pouvant être payées par mandats-cartes postaux. 305
- 23 juin — N° 338 — Arrêté fixant les localités où peuvent être créés des dépôts spéciaux d'hydrocarbures destinés à l'avitaillement des aéronefs. 305
- 23 juin — N° 340 — Arrêté rattachant le service de la voirie municipale à la subdivision des travaux publics du sud. 305
- 26 juin — N° 4 — Décision municipale créant un office de placement de la main-d'œuvre. 305
- Nominations, mutations, etc... concernant le personnel. 306
- Divers. 308

Textes publiés à titre d'information :

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

- 28 avril — 8 mai — Arrêtés ministériels relatifs au concours professionnel pour le grade d'ingénieur adjoint météorologiste (suivis de la dépêche ministérielle du 20 mai 1939). 311
- Liste des stations thermales et minérales de France autorisées par décret. 312

PARTIE NON OFFICIELLE*Avis et communications :*

Tableau de répartition des classes	315
Liste des praticiens libres au Togo.	315
Douanes — Marchandises en dépôt et non déclarées dans les délais.	316
Domaines	317
Bulletin météorologique.	318
Avis divers	321

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Liberté de la presse**

ARRETE N° 329 promulguant au Togo le décret du 12 mai 1939 rendant applicable aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun le décret du 21 avril 1939 qui a modifié les articles 32, 33 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 12 mai 1939 rendant applicable aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun le décret du 21 avril 1939 qui a modifié les articles 32, 33 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse;

Vu la D. M. n° 14 du 24 mai 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 mai 1939 rendant applicable aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun le décret du 21 avril 1939 qui a modifié les articles 32, 33 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 juin 1939.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 12 mai 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 21 avril 1939 a modifié les articles 32, 33 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, en vue de réprimer les excitations à la haine entre habitants.

Il nous est apparu désirable d'étendre les dispositions du décret précité aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun.

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 21 avril 1939 tendant à modifier les articles 32, 33 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 21 avril 1939 susvisé est déclaré applicable aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'aux journaux officiels des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 mai 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

DECRET modifiant les articles 32, 33 et 60 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 21 avril 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Selon la déclaration du gouvernement, lue au Parlement le 4 octobre 1938, « tout ce qui excite à la haine, tout ce qui oppose les Français à d'autres Français, ne peut plus être considéré que comme une trahison ».

Le vigoureux effort de défense nationale que les circonstances imposent au pays, comporte à l'intérieur la discipline et la cohésion des citoyens. Tout ce qui est susceptible de créer ou de favoriser la désunion entre Français apparaît comme de nature à compromettre cette tâche. Le maintien des libertés publiques doit pouvoir se concilier avec la sauvegarde des intérêts collectifs. L'une de ces libertés, la liberté de la presse, a déjà été limitée dans certains de ses abus par la loi fondamentale elle-même ou par les aménagements qu'elle a reçus. Une expérience récente a néanmoins démontré que la législation actuelle demeurerait inefficace pour atteindre certaines campagnes souvent d'origine suspecte, qui tendent à affaiblir le moral de la nation.

Le gouvernement doit parer à ce danger en proposant de compléter, tout en restant fidèle à son esprit, la loi du 29 juillet 1881.

Les articles 32 et 33, alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1881 réprimant la diffamation et les injures publiques envers les particuliers.

Il n'est pas douteux que les groupements dotés de la personnalité morale et habiles à agir en justice par leurs organes qualifiés peuvent se constituer partie civile pour obtenir réparation d'un délit d'injure ou de diffamation commis à leur préjudice.

La question s'est posée de savoir s'il peut en être de même d'un groupement ne formant pas un être moral, et n'ayant pas une existence légale lui permettant d'ester en justice. Elle demeure controversée en jurisprudence.

En l'état de la jurisprudence, il est donc permis de dire que l'excitation publique à la division entre les citoyens ou la diffamation accomplie dans ce but contre un groupe de personnes, peuvent être difficilement poursuivies.

Pour suppléer à cette lacune, suffisamment mise en lumière par un ensemble de faits récents, nous vous proposons de compléter les articles 32 et 33, alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1881, par l'adjonction de dispositions réprimant la diffamation et l'injure commises envers un groupe de personnes appartenant par leur origine à une race ou à une religion déterminée, lorsqu'elles auront eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants.

Il convient d'observer que le complément qui serait ainsi apporté à la loi du 29 juillet 1881 n'est aucunement de nature à altérer la notion de liberté qui en demeure la base fondamentale. Il n'a d'autre but que de coordonner cette notion avec celles qui en sont inséparables dans la devise républicaine elle-même. A ce titre, aucune raison tirée de la race ou de la religion ne peut rompre l'égalité des citoyens; aucune réserve née d'une circonstance héréditaire ne saurait atteindre, à l'égard de l'un d'entre eux, le sentiment de fraternité qui unit tous les membres de la famille française.

Mais ce n'est pas proprement leur intérêt qui est en jeu sous ce rapport, c'est bien plutôt celui de la collectivité nationale. Tout ce qui la divise l'affaiblit. Tout ce qui favorise son union la rend plus forte. Elle est donc directement engagée à voir réprimer toute tentative de dissociation et de discorde, toute excitation à la haine entre Français.

C'est à ce but que tend le texte que nous avons l'honneur de soumettre à votre examen. Une légère modification apportée au texte actuel du paragraphe 2 de l'article 60 permettra au ministère public, l'exercice d'office de l'action publique pour la poursuite d'une infraction qui se classe au premier chef parmi les délits contre la chose publique.

Faut-il ajouter que, par la précision rigoureuse du texte dont l'adjonction est proposée, il n'existe, semble-t-il, aucun danger de le voir recevoir une extension à des fins autres que celles auxquelles il doit faire face?

Le projet de décret qui vous est soumis a seulement en vue l'intérêt public et le salut de la patrie.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

*Le vice-président du conseil,
Camille CHAUTEMPS.*

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.*

*Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.*

*Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du vice-président du conseil, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies;

Vu la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse;

Vu la loi du 19 mars 1939, accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 32 et 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse sont complétés comme suit :

Art. 32. — La diffamation commise envers les particuliers par l'un des moyens énoncés en l'article 23 et en l'article 28, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à six mois et d'une amende de 25 frs. à 2.000 frs. ou de l'une de ces deux peines seulement.

La diffamation commise par les mêmes moyens envers un groupe de personnes non désignées par l'article 31 de la présente loi, mais qui appartiennent, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 à 10.000 frs. lorsqu'elle aura eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants.

Art. 33. — L'injure commise par les mêmes moyens envers les corps ou les personnes désignées par les articles 30 et 31 de la présente loi sera punie d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 18 frs. à 500 frs., ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'injure commise de la même manière envers les particuliers, lorsqu'elle n'aura pas été précédée de provocation, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois et d'une amende de 16 frs. à 300 frs., ou de l'une de ces deux peines seulement. Le maximum de la peine d'emprisonnement sera de six mois, et celui de l'amende sera de 5.000 frs. si l'injure a été commise envers un groupe de personnes qui appartiennent, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, dans le but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants.

Si l'injure n'est pas publique, elle ne sera punie que de la peine prévue par l'article 471 du code pénal.

ART. 2. — Le paragraphe 2 de l'article 60 de la loi précitée du 29 juillet 1881 est modifié comme suit :

« 2^o — Dans le cas de diffamation envers les particuliers prévu par l'article 32, et dans le cas d'injure prévu par l'article 33, paragraphe 2, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne diffamée ou injuriée. Toutefois, la poursuite pourra être exercée d'office par le ministère public, lorsque la diffamation ou l'injure, commise envers un groupe de personnes appartenant, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, aura eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants ».

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le vice-président du conseil, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 avril 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,*

Edouard DALADIER.

Le vice-président du conseil,
Camille CHAUTEMPS.

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice,*

Paul MARCHANDEAU.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Règlement par virements de banque et par chèque des dépenses et créances publiques

ARRETE N° 330 promulguant au Togo le décret du 18 mai 1939 autorisant dans les colonies le règlement par virements de banque et par chèque des dépenses et des créances de l'Etat, de la colonie et des collectivités et établissements publics.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 18 mai 1939 autorisant dans les colonies le règlement par virements de banque et par chèque des dépenses et des créances de l'Etat, de la colonie et des collectivités et établissements publics;

Vu le radiotélégramme n° 11 en date du 26 mai 1939 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 18 mai 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 juin 1939.

L. MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu le décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 21 mars 1919, portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion;

Vu la loi du 22 décembre 1925 portant création de la banque de Madagascar;

Vu la loi du 29 janvier 1929 portant renouvellement du privilège de la banque de l'Afrique occidentale;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant renouvellement du privilège de la banque de l'Indochine;

Vu le décret du 19 septembre 1920, modifié par le décret du 2 juillet 1927 organisant le paiement par chèques et virements de banque à la Guyane;

Vu le décret du 6 mai 1922 organisant le paiement par chèques et virements de banque à la Réunion et en Nouvelle-Calédonie;

Vu le décret du 2 mai 1931 relatif au paiement des dépenses publiques par chèques et virements de banque à la Martinique;

Vu le décret du 2 septembre 1931 autorisant le paiement des dépenses publiques par chèques et virements de banque à la Guadeloupe;

Vu le décret du 26 octobre 1932 autorisant le paiement des dépenses publiques par chèques et virements de banque en Indochine;

Vu le décret du 10 juin 1933 autorisant le paiement des dépenses publiques et l'acquittement des redevables par chèques et virements de banque en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 13 juin 1934 autorisant le paiement des dépenses publiques et l'acquittement des redevables par chèques et virements de banque en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo;

Vu le décret du 14 août 1934 autorisant le paiement des dépenses publiques et l'acquittement des redevables par chèques et virements de banque à Madagascar;

Vu le décret du 28 novembre 1935 autorisant le règlement par virements de banque et par chèques des dépenses et des créances de la caisse des dépôts et consignations dans les colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les créanciers de l'Etat, des budgets généraux, locaux, annexes ou spéciaux, des budgets des communes et des collectivités et établissements publics des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, qui ont un compte ouvert à la banque d'émission coloniale dans le ressort de laquelle se trouve la colonie, le pays de protectorat ou le territoire intéressé, ou à une banque ayant elle-même un compte courant avec la banque d'émission, peuvent, sous les conditions indiquées au présent décret, obtenir paiement de leur créance sans avoir à se déplacer ni à donner personnellement quittance, par simple virement comportant inscription de la somme due au crédit de leur compte de dépôt.

La même faculté est reconnue aux créanciers des services hors budget, au compte desquels les paiements à effectuer exigent l'intervention de l'ordonnateur.

Des arrêtés des gouverneurs généraux, gouverneurs ou commissaires de la République pourront rendre obligatoirement payables par virements de banque, les dépenses supérieures à 3.000 fr. en ce qui concerne les fournisseurs et 6.000 fr. en ce qui concerne la solde des fonctionnaires civils ou militaires.

ART. 2. — Les paiements par virements sont applicables aux sommes mandatées sur la caisse des trésoriers généraux, trésoriers-payeurs, de leurs préposés et sur celle des percepteurs. Ils sont effectués en vertu soit d'une clause formelle des marchés, soit d'une mention signée inscrite sur la facture ou le mémoire, soit, à défaut de facture ou de mémoire, d'une lettre adressée à l'ordonnateur par le titulaire de la créance.

Quelle que soit la nature de la créance, le titulaire doit notifier par écrit à l'ordonnateur tout changement dans le numéro ou la domiciliation du compte.

Les paiements par virements des sommes mandatées sur la caisse d'un comptable à la résidence duquel il

n'existe pas d'agence de la banque privilégiée, sont effectués par l'entremise du comptable supérieur du ressort ou du comptable subordonné dont la résidence la plus rapprochée du comptable assignataire est en même temps le siège d'une agence de la banque privilégiée.

ART. 3. — Lorsqu'il doit être procédé à un paiement par virement, le mandat ou l'ordre de paiement portant l'indication du compte à créditer et accompagné des pièces justificatives, y compris, s'il y a lieu, la lettre visée à l'article ci-dessus, est adressé par l'ordonnateur au comptable chargé du paiement de la dépense avec un avis de crédit.

Après avoir reconnu la régularité des pièces produites, fait application, le cas échéant, des oppositions ou autres empêchements et contrôlé la concordance entre la désignation du titulaire du mandat et celle du titulaire du compte à créditer, le comptable appose sur le titre de paiement la mention datée « Vu bon à payer », arrête en toutes lettres sur ce titre la somme nette à porter au crédit du compte et, s'il s'agit d'un traitement ou d'une solde militaire, indique la date à partir de laquelle le compte du créancier pourra être crédité. Il prend ensuite les dispositions nécessaires pour effectuer ou faire effectuer le virement et informe le créancier au moyen de l'avis transmis, sauf dans le cas de règlement à un compte courant postal par l'intermédiaire de l'ordonnateur.

ART. 4. — Le comptable agissant pour son compte ou pour celui de ses correspondants remet le titre de paiement à la succursale ou à l'agence de la banque privilégiée de sa résidence qui lui en accuse réception. La banque d'émission retient le titre s'il la concerne et, dans le cas contraire, le fait parvenir à la banque intéressée. L'établissement qui a le compte de dépôt dans ses écritures porte sur le titre de paiement une mention dûment signée constatant que la somme due a été inscrite au crédit du compte indiqué.

Le titre de paiement, ainsi annoté, est renvoyé au comptable, soit directement par la banque privilégiée, soit par son intermédiaire s'il s'agit d'un virement effectué par une autre banque. Dans ce dernier cas, la banque privilégiée crédite la banque intéressée et certifie cette opération sur le titre de paiement.

La banque privilégiée est couverte par un débit porté au compte courant du trésor, s'il en existe. Sinon, elle est remboursée par le comptable, soit en chèques détenus par ce dernier, en conformité de l'article 14 ci-après, soit en numéraire.

ART. 5. — Dans le cas où le virement est demandé à un compte de chèques postaux, le comptable adresse les titres de paiement relevés sur un bordereau d'envoi et accompagnés d'un chèque de virement ainsi que des avis de crédit, au bureau de chèques postaux détenteur de son compte courant. Après inscription au débit du tireur, ce bureau crédite ou fait créditer les comptes des bénéficiaires. Le bureau de chèques détenteur du compte crédité porte sur chaque titre une mention signée du préposé et appuyée du timbre à date du bureau de chèques constatant que l'opération de virement a été effectuée.

Les titres de paiement ainsi annotés sont renvoyés sous pli fermé au comptable titulaire du compte débité. Celui-ci demeure pécuniairement responsable dans le cas où le virement n'a pu être opéré faute de disponibilités suffisantes à son compte courant postal.

Le service des chèques postaux fait parvenir les avis de crédit aux bénéficiaires.

La taxe de virement postal est à la charge du créancier; elle est déduite du montant du titre de paiement lors de l'arrêté de la somme nette à virer prescrit par l'article 3 ci-dessus.

ART. 6. — Les demandes de paiement par virement de sommes inscrites au crédit d'un compte de trésorerie ouvert dans les écritures du comptable doivent lui être adressées directement s'il peut effectuer le paiement sans intervention de l'ordonnateur.

Dans ce cas, le comptable mentionne sur le titre de paiement le compte à créditer ou établit un titre de paiement contenant cette indication. Il procède ensuite aux formalités prévues aux articles 3 à 5. du présent décret, mais fait parvenir directement au créancier, aux frais de ce dernier, l'avis d'exécution du virement, si cette opération est réalisée au crédit d'un compte autre qu'un compte de chèques postaux.

ART. 7. — Des arrêtés des gouverneurs généraux, gouverneurs ou commissaires de la République pourront stipuler que les dépenses de l'Etat, de la colonie, des communes et des établissements publics n'excédant pas 1.500 fr. peuvent être payées aux frais des intéressés par mandats-cartes postaux. Lorsque la demande en a été faite sur la facture ou sur le mémoire ou par lettre adressée à l'ordonnateur, celui-ci transmet au comptable les lettres d'avis d'ordonnance ou les mandats accompagnés des mandats-cartes préparés par ses soins avec, s'il y a lieu, le bordereau en usage à la poste.

Si la demande est présentée par lettre au payeur après délivrance de titres de paiement par l'ordonnateur ou si le payeur a lui-même établi le titre de paiement, il appartient au payeur de préparer les mandats-cartes et, s'il y a lieu, le bordereau postal.

Après avoir effectué les vérifications réglementaires et s'être assuré de la concordance des mandats-cartes avec les autres pièces, le comptable remet avec le bordereau les mandats-cartes au receveur des postes et tient compte à ce dernier de leur montant, contre autant de reçus qu'il y a de mandats-cartes. Ces reçus sont rattachés, pour valoir quittance, aux titres de paiement, qui sont accompagnés, le cas échéant, des lettres des créanciers demandant le paiement sous cette forme.

ART. 8. — Les titres de paiement revêtus des certifications prévues aux articles précédents et accompagnés des pièces justificatives exigées par les règlements, constituent la décharge du comptable.

ART. 9. — Aucune saisie-arrêt ou opposition, aucun transport ou cession, aucune signification, ayant pour objet d'arrêter le paiement de la créance n'auront d'effet en ce qui concerne les sommes faisant l'objet de paiements par virement, s'ils interviennent après que le comptable aura revêtu les titres de paiement de la mention : « Vu bon à payer ».

ART. 10. — La faculté d'obtenir le paiement par virement est subordonnée à la possibilité de l'exécution entièrement laissée à l'appréciation du comptable.

Dans le cas où le paiement par virement n'est pas réalisable, avis en est donné par le comptable à l'ordonnateur.

La faculté du paiement par virement n'est pas applicable :

1^o — Aux sommes dues par une collectivité publique à une autre collectivité publique;

2^o — Aux créances dont les titulaires sont décédés;

3^o — Aux créances dont les titulaires ont été déclarés en faillite ou en liquidation judiciaire;

4^o — Aux créances indivises;

5^o — A toutes créances pour lesquelles l'acquit donné par le titulaire ou son représentant légal ne constituerait pas décharge libératoire pour l'Etat ou pour la collectivité publique débitrice.

ART. 11. — Dans le cas où la somme due doit être inscrite au compte d'un tiers ayant justifié de ses droits à la créance, le comptable payeur établit, en vue du virement, un titre de paiement spécial qui est ultérieurement rattaché au mandat.

ART. 12. — Dans tous les cas où le paiement par virement n'est pas demandé, les comptables sont autorisés à utiliser des chèques barrés pour effectuer des paiements au profit des créanciers titulaires d'un compte soit à la banque privilégiée, soit dans une autre banque ayant elle-même un compte à la banque privilégiée.

ART. 13. — Les dispositions qui précèdent sont applicables au paiement de dépenses de la caisse des dépôts et consignations, lorsqu'elles font l'objet d'un ordre de paiement établi par un préposé de cette caisse.

ART. 14. — Les comptables du trésor et ceux des autres services financiers, y compris les préposés de la caisse des dépôts et consignations sont autorisés à recevoir, en paiement des droits, impôts et autres produits dont le recouvrement leur incombe, les chèques tirés sur la banque d'émission ou sur les autres banques locales qui sont en compte avec l'institut d'émission.

Ils auront, dans ce cas, la faculté de ne délivrer quittance ou récépissé qu'après encaissement desdits chèques ou qu'après réception de l'avis constatant que le montant de ces chèques a été porté au crédit du compte courant du trésor s'il en existe.

ART. 15. — Toutes les dispositions contraires et notamment les décrets susvisés des 19 septembre 1920, 2 juillet 1927, 6 mai 1922, 2 mai 1931, 2 septembre 1931, 20 octobre 1932, 10 juin 1933, 13 juin 1934, 14 août 1934, sont abrogés.

ART. 16. — Le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 mai 1939.

Albert LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Chemins de fer coloniaux

ARRETE N° 318 promulguant au Togo les décrets du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, Indochine, Madagascar, Togo et Cameroun et portant organisation du statut du personnel des chemins de fer coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, Indochine, Madagascar, Togo et Cameroun, et portant organisation du statut du personnel des chemins de fer coloniaux;

Vu la D. M. n° 9907/4B en date du 6 juin 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, Indochine, Madagascar, Togo et Cameroun, et portant organisation du statut du personnel des chemins de fer coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 juin 1939.

L. MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 19 mai 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Les réseaux de chemin de fer non concédés des diverses colonies, protectorats et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies sont actuellement organisés comme des services purement administratifs, dont ils diffèrent cependant profondément par leur nature et par leur objet.

Cette organisation pouvait se justifier au début de la mise en valeur des territoires de la France d'outre-mer; elle ne correspond plus aux nécessités de la situation actuelle.

Le développement des chemins de fer coloniaux, l'importance croissante qu'ils ont pris dans l'économie des colonies, m'ont conduit à préparer les deux projets de décret ci-joints, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

L'un portant organisation générale des réseaux;

L'autre portant statut du personnel.

Cette réforme s'appliquerait à tous les réseaux coloniaux; sauf le chemin de fer de la Réunion, qui fait l'objet d'une loi spéciale, et celui de la Nouvelle-Calédonie, dont l'importance est extrêmement faible.

Veillez agréer, monsieur le président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Organisation des chemins de fer coloniaux.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 20 mars 1894, portant création du ministère des colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 20 octobre 1911, portant organisation administrative et financière de l'Indochine;

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897, fixant les pouvoirs du gouverneur général de Madagascar;

Vu le décret du 15 janvier 1910, portant création du gouvernement général de l'Afrique équatoriale française;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925, fixant les attributions du Commissaire de la République au Cameroun;

Vu le décret du 23 mars 1921, fixant les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le présent décret a pour objet l'organisation générale des chemins de fer coloniaux (autres que les lignes concédées) et de leurs services annexes.

Il s'applique à l'Afrique occidentale française, à l'Indochine, à Madagascar, à l'Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun (1).

ART. 2. — Les chemins de fer d'un même gouvernement général, d'une même colonie autonome ou d'un même territoire sont constitués en un réseau unique dont la consistance détaillée sera fixée par décret contresigné par le ministre des colonies.

Des arrêtés du ministre des colonies pris sur la proposition du gouverneur désigneront les services annexes tels que transports terrestres, fluviaux, maritimes, exploitation de ports, wharfs ou les services accessoires tels que magasins, docks, buffets qui seront incorporés au réseau.

Des services annexes concédés ou affermés pourront être placés sous le contrôle du réseau.

Un réseau pourra être chargé par décision du gouverneur de l'exécution d'études ou de travaux dont les dépenses sont imputées sur un budget autre que le sien ou de la gestion de services qui ne lui sont pas incorporés. Il assure alors l'exécution de ces études ou travaux suivant les règles qui leur sont applicables.

ART. 3. — L'ensemble des lignes du réseau et des services qui lui sont incorporés est exploité pour le compte de la colonie par une administration dirigée par un directeur, placé sous l'autorité du gouverneur et sous la surveillance et le contrôle du directeur des travaux publics.

ART. 4. — Il est créé un comité de réseau chargé de donner son avis au gouverneur et de préparer ses décisions.

Lorsqu'il existe des parties de réseau isolées ou éloignées, il peut être créé des sous-comités de réseau, chargés, d'une manière générale, de donner leur avis au gouverneur ou au comité de réseau, et, d'une manière particulière, au représentant du gouverneur dans l'exercice des pouvoirs qui peuvent lui être délégués en exécution de l'article 7 du présent décret.

ART. 5. — Le directeur est chargé de la gestion générale, technique, commerciale et financière du réseau.

Il assure le fonctionnement, la sécurité et le bon entretien du chemin de fer et prend dans la limite de ses attributions les initiatives nécessaires.

(1) **NOTA.** — Dans le présent décret, le terme « gouverneur » indique le chef d'une fédération ou le gouverneur général ou le gouverneur d'une colonie autonome ou le Commissaire de la République d'un territoire sous mandat. Le terme « directeur des travaux publics » indique l'inspecteur général des travaux publics ou le directeur des travaux publics ou le chef du service des travaux publics d'une fédération, d'une colonie autonome ou d'un territoire sous mandat.

Sous réserve des instructions du gouverneur, il décide de toutes les affaires qui ne sont pas expressément réservées à l'autorité supérieure en exécution de l'article 6 ci-après.

Notamment :

Il règle l'organisation détaillée du réseau;

Il affecte tout le personnel;

Il recrute, licencie et gère le personnel auxiliaire permanent, suivant les règles fixées conformément à l'article 6 ci-après et dans la limite des crédits budgétaires ou des prévisions de dépenses des comptes hors budget;

Il recrute, licencie et gère le personnel journalier dans la limite des crédits budgétaires et des comptes hors budget;

Il fixe les règles relatives à la discipline intérieure et aux conditions de travail de tout le personnel;

Il prend toutes les mesures d'urgence en cas d'accident;

Il suit la situation financière et les engagements de dépenses;

Il suit les approvisionnements généraux;

Il autorise les sorties d'objets ou matières en approvisionnement dans la limite des crédits budgétaires ou des prévisions de dépenses des comptes hors budget;

Il prépare les projets de travaux et approuve ceux dont le détail estimatif s'élève à moins de 150.000 frs.;

Il engage les dépenses de moins de 150.000 francs et fait les actes correspondants (autorisation d'exécuter les travaux en régie, approbation des cahiers des charges d'adjudication et des procès-verbaux correspondants, passation des marchés de gré à gré, passation des commandes destinées à être transmises au département, etc.);

Il étudie les tarifs et les horaires;

Il fait tous actes conservatoires;

Il représente le chemin de fer devant la juridiction locale, soit en action, soit en défense;

Il communique directement avec tous les fonctionnaires de la colonie pour les besoins du réseau;

Il correspond directement avec le département pour l'exécution des commandes;

Il prépare les affaires qui sont réservées à l'autorité supérieure;

Il approuve les transactions s'élevant à moins de 20.000 francs;

Il approuve les procès-verbaux de pertes ou de condamnation de matériel portant sur une somme inférieure à 20.000 francs.

ART. 6. — Sont soumises au gouverneur les affaires ci-dessous réservées à l'autorité supérieure :

Programmes généraux d'exploitation;

Plans de campagne annuels;

Budgets annuels et budgets rectificatifs;

Prévisions de dépenses sur les comptes hors budget et prévisions de dépenses rectificatives;

Rapport annuel du directeur, résultats et comptes de l'exercice;

Tarifs généraux, spéciaux, et contrats particuliers de transports;

Horaires;

Règlements d'exploitation de caractère général et notamment ceux intéressant la sécurité du public et du personnel;

Constitution du réseau;

Organisation intérieure générale du réseau;

Statut du personnel de direction et supérieur, organisation correspondante et affaires prévues dans ce

statut et cette organisation comme du ressort de l'autorité supérieure;

Statut du personnel secondaire; organisation correspondante et affaires prévues dans ce statut et cette organisation comme du ressort de l'autorité supérieure;

Liste des emplois et effectifs maxima du personnel de direction, supérieur et secondaire;

Règles applicables au personnel auxiliaire permanent;

Programme de construction de lignes et d'embranchements et de travaux nouveaux;

Règles de passation des marchés;

Cahier des clauses et conditions générales et cahiers des charges généraux applicables aux entreprises de travaux publics et aux marchés de fournitures;

Projets de travaux de plus de 150.000 francs;

Engagements de dépenses de plus de 150.000 francs et actes correspondants (autorisation d'exécuter les travaux en régie, approbation des cahiers des charges d'adjudication et procès-verbaux correspondants, des marchés de gré à gré, des commandes destinées à être transmises au département;

Procès-verbaux d'adjudication et marchés de gré à gré ayant donné lieu à réclamation;

Condamnation de matériel portant sur une somme supérieure à 20.000 francs;

Transactions réglant un litige et s'élevant à plus de 20.000 francs;

Autorisation d'estimer en justice.

Le gouverneur décide sur les affaires ci-dessus, sauf sur celles qui doivent faire l'objet d'un arrêté du ministre des colonies ou d'un décret et sous réserve des pouvoirs du ministre des colonies et du Président de la République.

ART. 7. — Le gouverneur peut déléguer une partie ou la totalité des pouvoirs qui lui sont réservés par l'article 6 ci-dessus au président ou au vice-président du comité de réseau prévu par l'article 8 du présent décret et, exceptionnellement, sur la proposition du directeur, après avis du comité de réseau, pour les parties de réseau isolées ou lointaines, à son représentant local.

Le directeur peut, enfin, déléguer à un ou plusieurs de ses agents, tout ou partie de ses attributions et pouvoirs, avec l'autorisation du gouverneur, après avis du comité de réseau.

ART. 8. — Le comité de réseau est composé de cinq membres au plus, à savoir :

Le secrétaire général, président;

Le directeur des travaux publics, vice-président;

Le directeur ou chef du service des finances, membre;

Le directeur ou chef du service économique, membre;

ou, à défaut, un fonctionnaire désigné par le gouverneur, membre;

Le directeur du réseau, membre, qui assure les fonctions de rapporteur.

Un fonctionnaire désigné par le président ou le vice-président remplit les fonctions de secrétaire.

Le nombre des membres du comité peut être réduit à quatre unités si, exceptionnellement, le directeur des travaux publics est en même temps directeur du réseau. Dans ce cas, la vice-présidence du comité est confiée au directeur ou chef du service des finances.

En cas de partage des voix, la voix du président de séance est prépondérante.

Les membres du comité peuvent se faire représen-

ter par leurs adjoints ou, à défaut, par un fonctionnaire de leur service. Ils peuvent également se faire assister par un fonctionnaire de leur service.

Le président est, en cas d'absence, ou lorsqu'il se fait représenter, remplacé par le vice-président.

Le comité se réunit sur la convocation de son président ou en cas d'empêchement, de son vice-président.

Il ne peut délibérer valablement que si trois au moins de ses membres sont présents ou représentés et si le président ou le vice-président sont personnellement présents.

Le directeur du contrôle financier est avisé de la date et de l'ordre du jour des séances du comité. Il peut y assister ou s'y faire représenter.

Le chef de la mission d'inspection est également avisé de la date et de l'ordre du jour des séances du comité. Il peut y assister ou s'y faire représenter.

Le président ou à défaut le vice-président du comité peut convoquer aux séances les fonctionnaires ou les personnes qu'il estime utile d'entendre.

ART. 9. — Le directeur soumet obligatoirement au comité de réseau toutes les affaires réservées à l'autorité supérieure par l'article 6 du présent décret, et dont il prend l'initiative.

Le comité de réseau donne son avis sur :

Toutes les questions qui lui sont soumises par son président, son vice-président ou un de ses membres;

Les projets d'organisation de concessions ou d'autorisation de services routiers, fluviaux ou maritimes en rapport avec le réseau;

Les projets de coordination de transports intéressant directement ou indirectement le réseau.

En cas d'urgence, l'avis du comité de réseau peut être remplacé par les avis respectifs du directeur des travaux publics et du directeur des finances, ou de leurs représentants et, exceptionnellement, du directeur des finances seul, si le directeur des travaux publics est en même temps directeur du réseau, complété par l'avis du directeur du réseau si ce dernier n'a pas pris l'initiative de l'affaire.

Les avis émis dans les conditions de l'alinéa ci-dessus ne sont pas soumis aux délibérations du comité de réseau, mais lui sont transmis à titre d'information.

Le comité peut évoquer, sur l'initiative d'un de ses membres, l'un quelconque des actes de gestion du directeur.

ART. 10. — Les sous-comités des réseaux prévus à l'article 4 comprennent cinq membres au plus et sont composés comme suit :

Le représentant local du gouverneur, président;

Le chef du service des travaux publics, membre;

Le chef du service des finances, membre;

Le chef du service économique ou à défaut un fonctionnaire désigné par le représentant local du gouverneur;

Le représentant local du directeur du réseau, rapporteur avec voix délibérative;

Un fonctionnaire désigné par le président, remplit les fonctions de secrétaire.

Le sous-comité est obligatoirement créé lorsque, en exécution de l'article 7 du présent décret, le gouverneur délègue une partie de ses pouvoirs à son représentant local.

Le nombre des membres du sous-comité peut être réduit à quatre unités si, exceptionnellement, le chef du service des travaux publics est en même temps représentant local du directeur du réseau.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Les membres du sous-comité peuvent, en cas d'empêchement, se faire représenter par leurs adjoints ou à défaut par un fonctionnaire de leur service.

Ils peuvent également se faire assister par un fonctionnaire de leur service.

Le sous-comité se réunit sur convocation de son président. Il ne peut délibérer valablement que si trois de ses membres au moins, dont le président, sont présents ou représentés.

Le délégué du directeur du contrôle financier est avisé de la date et de l'ordre du jour des séances du sous-comité. Il peut y assister ou s'y faire représenter.

Les fonctionnaires de l'inspection des colonies en mission sont également avisés de la date et de l'ordre du jour des séances du sous-comité. Ils peuvent y assister.

Le président du sous-comité peut convoquer aux séances les fonctionnaires ou les personnes qu'il estime utile d'entendre.

ART. 11. — Le sous-comité de réseau donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par son président ou par le représentant local du directeur ou par le comité de réseau ou par le gouverneur.

Ces avis sont, s'il y a lieu, transmis par le représentant local du gouverneur avec, le cas échéant, son avis propre au gouverneur.

Le représentant local du directeur soumet au sous-comité toutes les affaires réservées à l'autorité supérieure, pour lesquelles le directeur lui a donné délégation et pour lesquelles le gouverneur a donné également délégation à son représentant local.

ART. 12. — Le directeur des travaux publics est chargé de suivre, de surveiller et de contrôler la gestion générale du réseau pour le compte du gouverneur.

Le directeur des finances est chargé de suivre la gestion du réseau en ce qui concerne sa répercussion sur les finances de la colonie.

Ces fonctionnaires exercent leurs attributions, soit directement, soit avec le concours d'agents de leurs services.

Ils peuvent se faire présenter tous les documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le gouverneur précise, après avis du comité de réseau, leurs attributions.

Le directeur des travaux publics et le directeur des finances rendent compte de leurs constatations au gouverneur.

ART. 13. — Il sera institué par arrêté du gouverneur, auprès de chaque réseau, un conseil économique de réseau comprenant vingt membres au plus et composé comme suit :

Le président du comité de réseau, président ;

Le vice-président du comité de réseau, vice-président ;

Les membres du comité de réseau ;

Des fonctionnaires nommés par arrêtés du gouverneur ;

Des représentants français ou indigènes des usagers du réseau.

Il se réunit sur la convocation de son président ou de son vice-président.

Son règlement intérieur fait l'objet d'un arrêté du gouverneur.

Il est appelé à donner son avis sur toutes les questions d'ordre économique se rapportant à l'activité du réseau dont il est saisi par le gouverneur ou par son président.

Il peut émettre des vœux sur les questions dont il est saisi par un de ses membres, à condition que ces questions aient été retenues dans la forme indiquée par le règlement intérieur.

Le directeur du contrôle financier est avisé de la date des réunions. Il peut y assister ou s'y faire représenter.

Le chef de la mission d'inspection est également avisé de la date des réunions. Il peut y assister ou s'y faire représenter.

Chaque fois qu'il a été créé des sous-comités de réseau, il peut être également créé, par arrêté du gouverneur, des commissions économiques locales de réseau.

Cet arrêté fixe leur composition et leur règlement intérieur. Elles sont présidées par le président du sous-comité. Les membres du sous-comité en sont membres de droit.

Ces commissions fonctionnent dans les mêmes conditions que le conseil économique de réseau.

ART. 14. — Il est institué au ministère des colonies un comité supérieur des réseaux de chemins de fer coloniaux composé comme suit :

L'inspecteur général des colonies, directeur du contrôle au ministère des colonies, président ;

Le président de la section des chemins de fer au comité des travaux publics des colonies, vice-président ;

L'inspecteur général des travaux publics des colonies ;

Le directeur des affaires politiques au ministère des colonies ou son représentant ;

Le directeur des affaires économiques au ministère des colonies ou son représentant ;

Le directeur du personnel et de la comptabilité au ministère des colonies ou son représentant ;

Le directeur général des transports au ministère des travaux publics ou son représentant ;

L'ingénieur en chef chargé du service des chemins de fer à l'inspection générale des travaux publics des colonies ;

Deux conseillers référendaires à la cour des comptes ;

Un maître des requêtes au conseil d'Etat ;

Un inspecteur général ou inspecteur des colonies ;

Cinq membres techniques choisis parmi le personnel de la Société nationale des chemins de fer français, parmi les ingénieurs en chef ou anciens ingénieurs en chef du cadre général des travaux publics des colonies ou parmi les anciens directeurs d'un réseau de chemins de fer coloniaux.

Les membres du comité qui ne sont pas membres de droit sont nommés par le ministre des colonies pour une période de deux ans, la première période expirant le 31 décembre 1940. Leur nomination est renouvelable.

L'inspecteur général ou inspecteur des colonies est désigné par le directeur du contrôle au ministère des colonies.

L'un des membres, désigné par le président du comité, remplit les fonctions de rapporteur.

Le secrétariat du comité supérieur des réseaux de chemins de fer coloniaux est rattaché à l'inspection générale des travaux publics (services des chemins de fer). Un fonctionnaire de ce service, non membre du comité, remplit les fonctions de secrétaire. L'arrêté qui nomme le secrétaire fixe, s'il y a lieu, l'indemnité afférente à la fonction.

Le comité supérieur des réseaux des chemins de fer coloniaux se réunit à la demande du ministre et au moins une fois par an pour chaque réseau.

Il examine les budgets et les comptes annuels de gestion de chaque réseau.

Ses avis sont pris à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Il ne peut délibérer valablement que si neuf membres au moins sont présents, dont le président ou le vice-président.

Le comité supérieur est également chargé de donner des avis au ministre sur les améliorations ou perfectionnements à apporter à la gestion des réseaux que les examens auxquels ce comité se sera livré, notamment des rapports annuels du directeur, des statistiques et des résultats financiers de l'exercice seraient de nature à lui suggérer.

Le contrôleur des dépenses engagées auprès du département des colonies est avisé de la date et de l'ordre du jour des séances du comité supérieur. Il peut y assister ou s'y faire représenter.

ART. 15. — Le contrôle mobile des réseaux coloniaux est assuré normalement par les missions d'inspection auxquelles peut être adjoint un membre technique désigné par arrêté du ministère des colonies placé sous l'autorité du chef de mission.

Il peut également être assuré par des missions techniques spéciales.

ART. 16. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 17. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 mai 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Statut du personnel des chemins de fer coloniaux.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 20 mars 1894 portant création du ministère des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 3 juillet 1897 concernant les indemnités de route et de séjour et les passages des officiers, fonctionnaires et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux et les textes modificatifs et complémentaires;

Vu la loi du 13 avril 1900;

Vu la loi de finances du 22 avril 1905 et notamment l'article 65;

Vu l'article 33 de la loi de finances du 30 décembre 1913;

Vu l'article 37 de la loi de finances du 30 décembre 1923;

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et les textes modificatifs ou complémentaires;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant création de la caisse intercoloniale des retraites et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel;

Vu le décret du 22 février 1938 fixant les conditions d'application à l'Indochine du décret du 9 mai 1936;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

GÉNÉRALITÉS

ARTICLE PREMIER. — Le personnel des réseaux coloniaux des chemins de fer de l'Afrique occidentale

française, de l'Indochine, de Madagascar, de l'Afrique équatoriale française, du Cameroun et du Togo comprend :

1^o — Un personnel supérieur;

2^o — Un personnel secondaire;

3^o — Un personnel auxiliaire et des journaliers.

Les postes de directeur, certains postes de sous-directeurs et certains postes très importants de chefs de services régionaux isolés désignés par arrêtés du ministre des colonies, ne constituent pas des grades, mais des fonctions auxquelles sont affectées des rémunérations spéciales, confiées à des agents qui consevent, s'il y a lieu, leur grade dans leur corps d'origine et peuvent, à tout moment, recevoir une autre affectation.

Les tribunaux ordinaires sont compétents pour statuer sur les différends qui peuvent s'élever entre le réseau et ses agents à l'occasion du contrat de travail.

TITRE PREMIER

DIRECTEURS, SOUS-DIRECTEURS ET CHEFS DE SERVICES RÉGIONAUX

ART. 2. — Les directeurs, sous-directeurs et les chefs de services régionaux visés à l'article 1^{er} sont choisis parmi :

Les ingénieurs en chef et ingénieurs principaux du cadre général des travaux publics des colonies;

Les agents appartenant à l'échelle 4 du cadre général des chemins de fer coloniaux;

Les agents des grands réseaux français, recrutés sur contrat, assimilés à l'échelle 4 du cadre général des chemins de fer coloniaux.

Toutefois, exceptionnellement, les agents des grands réseaux français appartenant au moins à l'échelle C commune à ces réseaux, peuvent être recrutés sur contrat spécialement pour tenir ces emplois.

Les directeurs et sous-directeurs et chefs de services régionaux sont affectés à ces fonctions par arrêté du ministre des colonies, après agrément du gouverneur (1) et avis de l'inspecteur général des travaux publics des colonies.

Ils peuvent être remplacés dans leurs fonctions sans que cette mesure ait le caractère d'une sanction disciplinaire. Ils sont alors pourvus d'un emploi de leur grade.

Les directeurs, sous-directeurs et chefs de services régionaux intérimaires sont nommés, sur la proposition du directeur du réseau, par arrêté du gouverneur et choisis parmi le personnel supérieur du réseau.

ART. 3. — Les arrêtés de nomination des directeurs, sous-directeurs et chefs de services régionaux visés à l'article 1^{er} leur attribuent un des taux fixés ci-après pour les traitements, ne tenant compte de leur ancienneté, de leur rémunération dans le corps dont ils proviennent ou de celle résultant de leur contrat.

Lorsque ces agents proviennent du cadre général des travaux publics ou du cadre des chemins de fer coloniaux, le traitement qui leur est attribué ne peut dépasser le traitement du tableau ci-après, égal ou immédiatement supérieur à leur traitement ou solde de présence et, exceptionnellement, à leur traitement

(1) Le terme « gouverneur » désigne le chef d'une fédération ou le gouverneur général ou le gouverneur d'une colonie autonome ou le commissaire de la République d'un territoire sous mandat.

Le terme « directeur des travaux publics » indique l'inspecteur général des travaux publics ou le directeur des travaux publics ou le chef du service des travaux publics d'une fédération, d'une colonie autonome ou d'un territoire sous mandat.

d'emploi s'ils étaient déjà pourvus d'un des postes visés à l'article 1^{er}.

Toutefois, les agents provenant du cadre général des travaux publics des colonies conservent, à titre

personnel, leur solde de grade si cette solde est supérieure au taux attribué.

Les traitements qui peuvent être attribués aux directeurs sont donnés dans le tableau ci-après :

	ÉCHELON « a »	ÉCHELON « b »	ÉCHELON « c »	ÉCHELON « d »	ÉCHELON « e »
Directeur du réseau de l'Afrique occidentale française	65.000	70.000	75.000	85.000	95.000
Directeur du réseau de l'Indochine	65.000	70.000	75.000	85.000	95.000
Directeur du réseau de Madagascar	60.000	65.000	70.000	75.000	85.000
Directeur du réseau de l'Afrique équatoriale française	55.000	60.000	65.000	70.000	75.000
Directeur du réseau du Cameroun (s'il est chargé de ce réseau seul)	50.000	55.000	60.000	65.000	70.000
Directeur du réseau du Togo (s'il est chargé de ce réseau seul)	45.000	50.000	55.000	60.000	65.000

Toutefois, le directeur du réseau de l'Afrique occidentale française et le directeur du réseau de l'Indochine percevront la solde d'ingénieur général du cadre général des travaux publics des colonies si, en qualité de fonctionnaires de ce cadre, ils figurent au tableau d'avancement pour le grade d'ingénieur général et

qu'on soit conduit à déroger, avec leur consentement, à leur tour de nomination à ce grade afin de les laisser à la tête du réseau du chemin de fer.

Les traitements qui peuvent être attribués aux sous-directeurs et chefs de services régionaux visés à l'article 1^{er} sont donnés dans le tableau ci-après :

	ÉCHELON « a »	ÉCHELON « b »	ÉCHELON « c »	ÉCHELON « d »	ÉCHELON « e »
Sous-directeur du réseau de l'Afrique occidentale française	60.000	65.000	70.000	75.000	85.000
Sous-directeur du réseau de l'Indochine	55.000	60.000	65.000	70.000	75.000
Sous-directeur du réseau de Madagascar et chefs de services régionaux visés à l'article 1 ^{er}	45.000	50.000	55.000	60.000	65.000

Les traitements fixés par l'arrêté de nomination se substituent, pendant la durée des fonctions, au traitement et aux soldes de présence qui résultent du grade dans le corps d'origine et aux traitements qui résultent du contrat.

L'avancement en échelon des directeurs, sous-directeurs et chefs de services régionaux est accordé par arrêté ministériel pris sur la proposition du gouverneur après avis de la commission de classement constituée au ministère des colonies pour le cadre général des chemins de fer coloniaux.

L'avancement ne peut être accordé que pour l'échelon immédiatement supérieur sous la réserve que les intéressés comptent deux ans d'ancienneté dans leur échelon, compte tenu, s'il y a lieu, de l'ancienneté qui a pu être accordée par l'arrêté de nomination et sous la réserve expresse que les intéressés aient accompli douze mois de service effectif à la colonie, y compris la durée des traversées.

Les directeurs, sous-directeurs et chefs de services régionaux ont droit aux mêmes accessoires de solde que les agents du cadre général des chemins de fer coloniaux.

Leurs indemnités de fonctions sont fixées par des arrêtés du ministre des colonies dans la limite de 30 p. 100 de l'échelon « C » des tableaux visés ci-dessus.

Leurs gratifications sont accordées par les gouverneurs. Elles ne peuvent dépasser 20 p. 100 de leur traitement d'emploi.

Les directeurs, sous-directeurs et chefs de services régionaux, intérimaires, ont droit à la rémunération

qui résulte de l'emploi dont ils sont titulaires, augmentée, le cas échéant, de la rémunération prévue par la réglementation en vigueur pour les fonctionnaires coloniaux remplissant des fonctions d'intérimaire.

Les directeurs, sous-directeurs et chefs de services régionaux provenant des ingénieurs principaux du cadre général des travaux publics des colonies, qui auraient été remplacés dans leur fonction, ne peuvent être maintenus en surnombre dans le personnel supérieur que durant un délai de six mois pendant lequel ils sont à la charge du réseau qui les utilise comme agent supérieur et à l'expiration duquel ils sont pourvus d'un emploi de leur grade dans le cadre général des travaux publics des colonies; ceux qui proviendraient des ingénieurs en chef du cadre général des travaux publics des colonies sont soumis aux mêmes dispositions, mais sont rémunérés comme ingénieurs en chef des travaux publics des colonies pendant le délai de six mois précité.

ART. 4. — Les postes de directeur des réseaux du Cameroun et du Togo et les postes de chefs de services régionaux peuvent être normalement confiés au chef du service des travaux publics qui cumule ainsi ses fonctions propres avec celles de directeur du réseau ou de chef de service régional du réseau.

Exceptionnellement, à Madagascar et en Afrique équatoriale française, le poste de directeur du réseau pourra être confié au directeur des travaux publics.

Ces agents touchent alors la solde de présence de leur grade et les accessoires de solde prévus pour le cadre général des travaux publics et suivent la réglementation de ce cadre.

Il peut, cependant, leur être accordé des gratifications par le gouverneur, dans les mêmes conditions qu'aux agents du cadre général des chemins de fer coloniaux.

Dans le cas où le directeur du réseau de l'Afrique équatoriale française est également directeur des travaux publics, le réseau de l'Afrique équatoriale française sera doté d'un sous-directeur bénéficiant de la même échelle de traitement que le sous-directeur de Madagascar.

ART. 5. — Les directeurs, sous-directeurs et chefs de services régionaux suivent la réglementation applicable au cadre général des chemins de fer coloniaux, en ce qu'elle n'est pas contraire aux dispositions prévues au présent titre.

Leurs congés sont accordés dans la colonie par le gouverneur et en France par le ministre.

Les retenues pour la retraite sont calculées sur le traitement ou la solde de présence de leur grade dans leur cadre d'origine ou dans les conditions prévues par le présent décret, s'ils sont agents des grands réseaux français. Lorsque ces agents proviennent du cadre général des travaux publics des colonies, ils pourront continuer le versement des retenues pour pension sur les accessoires de solde de leur cadre d'origine qui seraient passibles de retenue.

Les sanctions disciplinaires applicables sont celles de leur corps d'origine ou celles spécifiées dans leurs contrats.

Toutefois, en cas de faute grave, les gouverneurs peuvent suspendre de leur emploi les directeurs et sous-directeurs et chefs de services régionaux par arrêté dont ils rendent compte au ministre des colonies qui statue, sans préjudice des sanctions qui peuvent être prises à cet égard.

Les directeurs, sous-directeurs et chefs de services régionaux sont classés à la première catégorie « B » pour les passages. Toutefois, à partir de la solde de 75.000 frs. incluse, les directeurs et sous-directeurs sont classés à la première catégorie « A ».

TITRE II

PERSONNEL SUPÉRIEUR PREMIÈRE PARTIE

Généralités.

ART. 6. — Le personnel supérieur des chemins de fer coloniaux comprend :

1^o — Les agents appartenant au cadre général des chemins de fer coloniaux;

2^o — Les agents détachés dans le cadre général des chemins de fer coloniaux provenant :

a) Des ingénieurs principaux du cadre général des travaux publics des colonies;

b) Exceptionnellement, des corps d'ingénieurs de l'Etat autres que ceux relevant du ministère des travaux publics;

c) Du personnel des comptables directs du trésor ou les premiers fondés de pouvoirs et chefs de service de trésorerie pour ce qui concerne les agents comptables;

3^o — Les agents contractuels recrutés parmi :

a) Les agents des grands réseaux français;

b) Exceptionnellement, les personnes ayant une spécialisation dans les chemins de fer.

Le personnel visé au 2^o ci-dessus est détaché dans le cadre général des chemins de fer coloniaux par arrêté du ministre des colonies ou arrêté interministériel. Il est soumis, pendant la durée de ce détachement, aux mêmes règles que le personnel appartenant au cadre, sauf dérogation prévue par le présent décret.

Toutefois, pour l'exécution des travaux importants, il pourra être constitué des services temporaires auxquels pourront être affectés temporairement des fonctionnaires du cadre général des travaux publics des colonies, en conservant la solde et le statut de leur cadre.

Le personnel contractuel visé au 3^o ci-dessus est soumis aux mêmes règles que le personnel appartenant au cadre, sauf dérogations prévues par les contrats et par le présent décret.

Dans un délai de cinq ans, à compter de la date du présent décret, le ministre fixera le pourcentage maximum, par rapport aux nombres d'emplois d'agents supérieurs, de contractuels pouvant occuper un emploi d'agent supérieur.

ART. 7. — Le personnel supérieur est réparti en quatre échelles d'après l'importance de l'emploi qui est susceptible de lui être normalement attribué.

Il est établi pour chaque réseau et pour chacune des échelles visées ci-dessus un tableau des emplois et un tableau des effectifs maxima du personnel, compte tenu du personnel en congé et des nécessités du recrutement. Ces tableaux sont récapitulés au ministère des colonies, qui est chargé d'effectuer les recrutements.

Le nombre total, par échelle, des agents composant le personnel supérieur des chemins de fer ne peut dépasser les effectifs maxima ainsi fixés.

Toutefois, s'il existe des vacances dans une échelle, les effectifs des échelles inférieures peuvent être majorés d'autant sans que l'effectif global de ces échelles puisse dépasser le total de leurs effectifs maxima. Lorsque, par suite d'une diminution du nombre des emplois et de l'effectif maximum ou en raison du remplacement d'un directeur, d'un sous-directeur ou d'un chef de service régional, les effectifs maxima sont dépassés, il ne peut être fait de nomination que quand de nouvelles vacances ont ramené les effectifs au-dessous du maximum fixé.

ART. 8. — Il est prévu pour chaque échelle du personnel supérieur des chemins de fer coloniaux, huit échelons et deux chevrons de traitement, conformément au tableau ci-dessous :

ÉCHELONS	1	2	3	4	5	6	7	8	CHEVRONS	
										2
Echelle I	14.000	16.000	18.000	20.000	22.000	24.000	26.000	28.000	30.000	33.000
Echelle II	20.000	22.500	25.000	27.500	30.000	32.500	35.000	37.500	41.000	45.000
Echelle III	30.000	32.500	35.000	37.500	40.000	42.500	45.000	47.500	51.000	55.000
Echelle IV	40.000	42.500	45.000	47.500	50.000	52.500	55.000	57.500	61.000	65.000

Un agent ne peut recevoir que la solde afférente à l'échelon ou chevron auquel il est nommé, même s'il remplit des fonctions ou un emploi relevant des échelles supérieures à la sienne.

DEUXIÈME PARTIE

Cadre général des chemins de fer coloniaux.

ART. 9. — Pour faire partie du cadre général des chemins de fer coloniaux, les candidats doivent justifier :

- 1^o — Qu'ils sont Français ou naturalisés Français;
- 2^o — Qu'ils ont satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée;
- 3^o — Qu'ils jouissent de leurs droits civils et politiques et qu'ils sont de bonnes vie et mœurs;
- 4^o — Qu'ils ont les aptitudes physiques nécessaires pour servir dans les colonies, constatées dans les formes réglementaires et qu'ils ont été reconnus indemnes par un médecin phthisiologue assermenté;
- 5^o — Qu'ils sont âgés de moins de trente ans, cette limite étant reculée d'autant d'années que les candidats comptent d'années de services militaires ou de services civils admissibles pour une pension de retraite, dans les conditions prévues par le règlement d'administration publique du 1^{er} novembre 1928. Toutefois, le bénéfice de ces dispositions ne pourra permettre à un candidat d'entrer dans le cadre s'il a dépassé l'âge de quarante ans au 1^{er} janvier de l'année en cours.

Les justifications demandées aux 1^o, 2^o et 3^o ci-dessus sont considérées comme déjà réalisées pour les fonctionnaires provenant d'une administration publique.

A titre exceptionnel, les sujets et protégés français et les indigènes des pays sous mandat peuvent être admis dans le cadre général des chemins de fer coloniaux pour servir dans le réseau dépendant de leur fédération, colonie ou protectorat d'origine, s'ils remplissent les conditions prévues par le décret à l'exception du 1^{er}.

Le nombre de ces agents ne peut dépasser le sixième du nombre des emplois de personnel supérieur du réseau correspondant déterminé comme il est indiqué par le présent décret.

ART. 10. — Les agents sont recrutés :

A. — *Sur concours direct.*

Les candidats reçus au concours débutent à l'échelon 2 de l'échelle 1.

Toutefois, les agents des cadres locaux de chemins de fer sont nommés, s'ils sont reçus au concours, à un échelon de l'échelle 1 déterminé par le ministre des colonies sur la proposition du gouverneur et après avis de la commission de classement prévue à l'article 12.

B. — *Sur concours professionnel.*

Ouvert aux agents des cadres locaux de chemins de fer qui ont été l'objet d'une proposition favorable de la part du gouverneur, âgés de trente ans au moins et comptant au moins six ans de service dans ces cadres.

Les agents reçus à la suite de ce concours sont nommés à un échelon de l'échelle 1 déterminé par le ministre des colonies sur la proposition du gouverneur et après avis de la commission de classement prévue à l'article 12.

C. — *Sur titres.*

1^o — Parmi les anciens élèves de l'école polytechnique, parmi les ingénieurs diplômés de l'école cen-

trale des arts et manufactures, de l'école nationale des ponts et chaussées, des écoles nationales des mines de Paris et de Saint-Etienne, parmi les anciens élèves diplômés de l'école nationale supérieure de l'aéronautique, de l'école supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy, parmi les ingénieurs diplômés des écoles nationales des arts et métiers et assimilés et titulaires, en outre, du diplôme d'ingénieur de l'école supérieure d'électricité ou de la licence ès sciences.

Ces agents débutent à l'échelon 6 de l'échelle 1;

2^o — Parmi les ingénieurs diplômés de l'école supérieure d'électricité, les ingénieurs diplômés des écoles nationales des arts et métiers et assimilés, les licenciés ès sciences ou ès lettres, les docteurs en droit ayant au moins un an de stage dans un cabinet d'avocat au conseil d'Etat ou à la cour de cassation ou dans une étude d'avoué, de notaire ou d'agréé, les anciens élèves de l'institut polytechnique de l'Ouest titulaires du diplôme d'ingénieur des constructions navales ou du diplôme d'ingénieur, les ingénieurs diplômés des instituts électrotechniques et mécaniques de Lille, Nancy, Grenoble ou Toulouse.

Ces agents débutent à l'échelon 3 de l'échelle 1;

3^o — Parmi les agents des grands réseaux français, après avis de la commission de classement, à un échelon déterminé par le ministre des colonies :

De l'échelle 1, s'ils ont au moins un an de service à l'une des échelles 12, 13 ou 14 communes à ces réseaux et exceptionnellement, s'ils ont trois ans de service à l'échelle 11;

De l'échelle 2, s'ils ont au moins un an de service à l'une des échelles 15 ou 16 communes à ces réseaux et, exceptionnellement, s'ils ont trois ans de service à l'échelle 14;

De l'échelle 3, s'ils ont au moins un an de service à l'une des échelles 17 ou 18 communes à ces réseaux;

De l'échelle 4, s'ils ont au moins un an de service à l'une des échelles « lettres » communes à ces réseaux;

4^o — Parmi les agents des grands réseaux français classés à l'échelle 11 et au-dessus, bénéficiaires d'un contrat depuis plus de dix-huit mois qui, se trouvant dans les conditions prévues à l'article 9, feraient simultanément une demande de démission de leur corps d'origine et d'entrée dans le cadre général des chemins de fer coloniaux.

Leur demande de démission devra être obligatoirement transmise aux grands réseaux par le ministre des colonies.

Ils sont nommés à l'échelon et à l'échelle qu'ils occupent et conservent leur ancienneté;

5^o — Parmi les agents détachés depuis plus de dix-huit mois dans le cadre général des chemins de fer coloniaux, conformément au présent décret, et parmi les ingénieurs adjoints de 3^e et 4^e classe du cadre général des travaux publics et des mines des colonies et qui, se trouvant dans les conditions prévues à l'article 9 feraient simultanément une demande de démission de leur corps d'origine et d'entrée dans le cadre général des chemins de fer coloniaux. Leur demande de démission devra être obligatoirement transmise par l'intermédiaire du ministre des colonies pour les agents dépendant du ministère des travaux publics.

Ces agents sont nommés à l'échelon et, à l'échelle qui leur est attribuée à titre de détaché, avec l'ancienneté correspondante.

Les ingénieurs adjoints de 4^e classe seront nommés à l'échelle 1, échelon 2, avec leur ancienneté propre augmentée de 1 an.

Les ingénieurs adjoints de 3^e classe seront nommés à l'échelle 1, échelon 4, avec leur ancienneté propre.

La nomination des agents recrutés, sauf en ce qui concerne les agents provenant des cadres locaux et ceux visés aux 4^e et 5^e ci-dessus, est faite à titre provisoire et ne devient définitive qu'au bout d'une période de dix-huit mois, pendant laquelle ils peuvent être licenciés à toute époque par le ministre des colonies, sur le rapport du gouverneur ou de l'inspecteur général des travaux publics des colonies, pour insuffisance professionnelle ou inaptitude physique au service colonial.

L'ancienneté des agents dont la nomination devient définitive part de la date de leur nomination à titre provisoire.

En outre, pour les agents recrutés en exécution du 3^o ci-dessus, leur nomination n'est définitive que lorsqu'ils ont donné leur démission des grands réseaux français à l'expiration de la période de dix-huit mois prévue ci-dessus.

La nomination des agents provenant des cadres locaux et ceux recrutés en exécution des 4^o et 5^o est faite à titre définitif.

Les nominations sont prononcées par arrêté du ministre des colonies.

Le ministre fixera pour chaque année le nombre de places réservées aux recrutements à effectuer par concours direct, par concours professionnel et sur titres.

ART. 11. — Les conditions et programmes des concours prévus au présent décret sont fixés par arrêtés du ministre des colonies publiés au *Journal officiel* et insérés au *Bulletin officiel* du ministère des colonies. La date des épreuves et le nombre de places sont annoncés au moins six mois à l'avance par insertion au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de chaque colonie.

Les candidats, pour être admis à s'y présenter, devront avoir obtenu l'autorisation du ministre des colonies.

Nul ne pourra être admis s'il ne réunit le nombre minimum de points qui aura été fixé dans les arrêtés ci-dessus. Nul ne pourra prendre part plus de trois fois à un concours d'une catégorie déterminée.

Dans le cas où un fonctionnaire ou agent aura été retardé faute d'avoir pu obtenir le congé pour examen nécessaire, les limites d'âge prévues au présent décret sont reculées d'une durée correspondante qui ne peut dépasser la durée de séjour réglementaire dans la colonie d'affectation et au maximum trois ans.

ART. 12. — Il est institué au ministère des colonies une commission de classement ainsi composée :

L'inspecteur général des travaux publics des colonies ou son délégué du grade d'ingénieur en chef, président.

Un inspecteur général ou inspecteur des colonies désigné par le directeur du contrôle.

Un délégué du directeur du personnel, du grade de sous-directeur ou, à défaut, de chef de bureau.

Un directeur d'un réseau colonial ou, à défaut, un sous-directeur ou un chef de service régional, choisi parmi les fonctionnaires présents dans la métropole au moment de la réunion de la commission de classement.

Un représentant pour chacune des catégories ci-après du personnel des chemins de fer coloniaux, désigné par le ministre et choisi parmi les agents les plus anciens dans chacune de ces catégories de ceux présents en France au moment des séances de la commission de classement :

Catégorie a) : échelles 1 et 2;

Catégorie b) : échelles 3 et 4.

Toutefois, à défaut d'un directeur de réseau, d'un sous-directeur ou d'un chef de service régional présent dans la métropole au moment de la réunion de la commission de classement, l'ingénieur en chef chargé du service des chemins de fer à l'inspection générale des travaux publics des colonies ou, à défaut, un fonctionnaire du grade au moins d'ingénieur principal des travaux publics des colonies siègera à la commission de classement.

Au cas d'impossibilité de désigner un représentant d'une des catégories a et b visées ci-dessus, ces représentants pourront être un ingénieur des travaux publics des colonies pour la catégorie a et un ingénieur principal des travaux publics des colonies pour la catégorie b.

Les notes attribuées aux agents comprennent deux parties : mérite et aptitude. La première pour l'avancement dans une même échelle et la deuxième pour le passage d'une échelle à l'échelle supérieure.

Les agents sont notés par le directeur du réseau, par le directeur des travaux publics, par le gouverneur et, pour les échelles 3 et 4, par l'inspecteur général des travaux publics des colonies.

ART. 13. — L'avancement dans une même échelle s'effectue soit par le passage d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur, soit par l'attribution de chevrons.

Le passage d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur peut être accordé aux agents ayant accompli dans leur échelon une durée de services minimum indiquée dans le tableau ci-dessous :

Groupe A. — Passage de l'échelon 1, 2, 3, 4 à l'échelon supérieur, quinze mois.

Groupe B. — Passage de l'échelon 5, 6, 7 à l'échelon supérieur, vingt et un mois.

Sauf cas de sanction prévu à l'article 15, le passage d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur a lieu de droit pour les agents ayant accompli dans leur échelon une durée de service de :

Groupe A. — Trente-six mois.

Groupe B. — Quarante-huit mois.

Les chevrons peuvent être accordés aux agents qui justifient de six ans de services dans leur échelle, dont deux ans à l'échelon 8 pour le chevron 1, et deux ans au chevron 1 pour le chevron 2 et âgés, en outre, pour les échelles 3 et 4, de quarante-cinq ans au moins pour le chevron 1 et de cinquante ans au moins pour le chevron 2.

Le pourcentage maximum par échelle des agents pouvant bénéficier d'un avancement en échelon après une durée de service inférieure à deux ans pour les agents du groupe a et inférieure à trente mois pour les agents du groupe b, est fixé à un tiers. Ce pourcentage pourra être modifié par arrêté du ministre des colonies.

Les durées de service indiquées dans le présent article comprennent les voyages en mer et les congés autres que les congés pour affaires personnelles; toutefois, les congés de convalescence obtenus pour des motifs autres que des blessures reçues en service ne sont décomptés pour le calcul de cette durée que pour la moitié de leur valeur.

La moitié au moins doit se rapporter à des services effectués dans des positions autres que celles de congé administratif ou de convalescence.

La commission de classement prévue à l'article 12 examine les notes de mérite attribuées aux intéressés.

Elle dresse au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année la liste des agents qu'elle estime devoir obtenir un avancement. Elle indique la date à laquelle elle estime que cet avancement doit intervenir.

Les avancements sont conférés dans l'ordre des inscriptions au tableau par une décision du ministre des colonies qui fixe la date à laquelle elle prend effet pour chaque agent.

ART. 14. — Ne peut être l'objet d'un changement d'échelle que l'agent inscrit, après avis de la commission de classement, sur la proposition du gouverneur pour les agents au service des colonies ou de l'inspecteur général des travaux publics des colonies pour les agents en service à l'inspection générale des travaux publics des colonies ou détachés hors cadres, sur un tableau d'aptitude indiquant la ou les spécialités de chaque agent (service général, trafic et mouvement, matériel et traction, voie et bâtiment).

Ne peuvent être inscrits sur un tableau d'aptitude en vue d'un changement d'échelle que les agents de l'échelle immédiatement inférieure se trouvant à l'échelon 3 au moins et ayant effectivement servi dans cette échelle pendant deux ans au moins (y compris les voyages en mer et les congés autres que ceux pour affaires personnelles); toutefois, les congés de convalescence obtenus pour des motifs autres que des blessures reçues en service ne sont décomptés pour le calcul de cette durée que pour la moitié de leur valeur.

De plus, ne peuvent être inscrits sur le tableau d'aptitude en vue d'une promotion à l'échelle 3 que les agents de l'échelle inférieure titulaires d'un certificat d'aptitude délivré aux candidats ayant subi avec succès un examen dont le programme et les conditions seront fixés par le ministre des colonies.

L'agent nommé à une échelle est classé à un échelon inférieur de trois unités à celui qu'il occupait dans l'échelle dont il provient. Il prend, dans cet échelon, l'ancienneté qu'il avait dans l'échelon de son ancienne échelle. Toutefois, les agents de l'échelon 3 promus à l'échelle supérieure sont classés à l'échelon 1 avec une ancienneté nulle.

Les changements d'échelle sont conférés par arrêté du ministre des colonies sur la proposition de l'inspecteur général des travaux publics des colonies.

ART. 15. — Les mesures disciplinaires applicables aux agents du cadre général des chemins de fer sont :

Les punitions.

Le rappel à l'ordre.

La réprimande.

Les sanctions.

Le blâme avec inscription au dossier.

Le retard d'avancement inférieur à deux ans.

Le recul d'un ou de plusieurs échelons.

Le recul d'une ou de plusieurs échelles.

La privation d'emploi et de traitement pendant un délai maximum de deux ans.

La révocation.

Les punitions sont infligées par le directeur du réseau, le sous-directeur ou le chef du service régional.

Les sanctions sont infligées par le ministre des colonies; toutefois, pour les agents en service aux

colonies, le blâme avec inscription au dossier peut être infligé par le directeur, le retard d'avancement par le gouverneur.

Toutes les sanctions, à l'exception du blâme avec inscription au dossier, ne peuvent être prononcées qu'après avis de l'une des commissions spéciales d'enquête composée comme il est dit ci-après et devant laquelle l'agent incriminé, dûment appelé, aura été mis en mesure de présenter ses moyens de défense soit verbalement, soit, sur sa demande, par écrit.

L'agent rétrogradé d'un ou plusieurs échelons prendra rang dans son nouvel échelon avec une ancienneté fixée par la décision de rétrogradation.

L'agent rétrogradé d'une ou plusieurs échelles prend rang dans sa nouvelle échelle à un échelon déterminé par la décision de rétrogradation, de telle façon que la réduction de solde qui en résulte soit au moins égale à 2.500 francs.

L'agent rétrogradé peut, après un délai de six mois, sur la proposition motivée du gouverneur, être replacé par le ministre des colonies dans l'échelle et l'échelon qu'il occupait au moment de sa comparution devant la commission d'enquête si sa rétrogradation a eu pour origine une faute professionnelle qui n'entache notamment ni sa probité, ni son honneur.

Le gouverneur peut, en cas d'urgence, suspendre à titre provisoire un agent de ses fonctions dans les conditions de l'article 113 du décret du 2 mars 1910.

ART. 16. — La commission d'enquête siégeant dans la colonie est composée comme suit, sur la désignation du gouverneur :

Le directeur des travaux publics, titulaire ou intérimaire, président.

L'inspecteur des affaires administratives ou, à défaut, un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

Un agent de la même échelle que celle de l'agent incriminé; au cas où une désignation de ce genre ne serait pas possible, il pourrait être fait appel à un fonctionnaire de l'un quelconque des cadres des travaux publics et, à défaut, à un fonctionnaire d'une autre administration ayant une solde de présence égale à celle de l'inculpé et appartenant à la même catégorie.

La commission d'enquête siégeant à Paris est composée comme suit, sur la désignation du ministre.

Un directeur du ministère des colonies, président.

L'ingénieur en chef chargé du service des chemins de fer à l'inspection générale des travaux publics des colonies, ou, à défaut, un fonctionnaire du grade au moins d'ingénieur principal des travaux publics des colonies.

Un inspecteur des colonies.

Un agent de la même échelle que celle de l'agent incriminé. Au cas où une désignation de ce genre ne serait pas possible, il pourrait être fait appel à un fonctionnaire de l'un quelconque des cadres des travaux publics et, à défaut, à un fonctionnaire d'une autre administration ayant une solde de présence au moins égale à celle de l'inculpé et appartenant à la même catégorie.

Si l'agent se trouve en France au moment où l'enquête est décidée, il est appelé à comparaître devant la commission de Paris. Toutefois, d'office ou s'il en fait la demande dans un délai de quinze jours à compter de la date de la notification qui lui est faite d'avoir à comparaître devant une commission d'enquête, le ministre peut décider son renvoi devant la commission siégeant dans la colonie, si les faits se sont passés dans la colonie.

L'agent ou le fonctionnaire de même assimilation de grade ou d'emploi que l'agent incriminé, désigné comme membre d'un conseil d'enquête pourra être récusé par l'inculpé; toutefois, ce droit ne pourra être exercé plus de deux fois.

ART. 17. — Les affectations à un réseau des agents supérieurs sont prononcées par décision du ministre des colonies.

ART. 18. — Les agents du cadre général des chemins de fer coloniaux ont droit, pendant leur séjour à la colonie, au supplément colonial, aux indemnités de zone, aux indemnités de charges de famille et, s'il y a lieu, aux indemnités de change ou indemnités en tenant lieu; dans les mêmes conditions que les agents des services administratifs de la colonie.

Ils peuvent obtenir, de plus, des indemnités de fonctions, de service chargé, de responsabilité, des primes d'économie ou de gestion et des gratifications.

Le montant total de ces indemnités, primes ou gratifications, ne peut dépasser 35 p. 100 du montant total des dépenses de traitement que supporterait la colonie si tous les emplois prévus dans chaque échelle étaient occupés par des agents situés à l'échelon 5.

Pour la détermination de cette limite, les agents du cadre général des chemins de fer concourent avec les autres agents supérieurs, y compris les sujets et protégés français.

Toutefois, il n'est pas tenu compte des emplois tenus par les agents des cadres locaux, maintenus avec leurs statuts en application des dispositions transitoires prévues à l'article 26.

Les indemnités de fonctions, de service chargé et de responsabilité, les primes d'économie ou de gestion sont accordées dans les conditions fixées par un arrêté du gouverneur, pris sur la proposition du directeur.

Elles sont attachées aux emplois, variables avec l'importance des emplois, en ce qui concerne les indemnités de fonctions, de service chargé ou des responsabilités et avec les résultats obtenus en ce qui concerne les primes d'économie ou de gestion, dans la limite de 30 p. 100 du traitement de l'échelon 5, de l'échelle correspondante à l'emploi.

Les gratifications sont accordées en fin d'année par décision du gouverneur, prise sur la proposition du directeur.

Elles sont variables avec l'importance des services rendus et l'importance des emplois.

Elles ne peuvent dépasser 20 p. 100 du traitement des agents qui en bénéficient.

Les accessoires de solde prévus ci-dessus sont exclusifs de toute indemnité pour heures supplémentaires, permanences, service de garde, événement imprévisible ou accidentel.

Le personnel supérieur a droit au logement; l'exercice de ce droit est soumis aux règlements généraux en vigueur dans la colonie.

Les sujets et protégés français recrutés pour servir sur le réseau de leur fédération, colonie ou territoire d'origine ont droit aux accessoires de solde prévus pour les sujets et protégés français admis dans les cadres administratifs français, de leur fédération, colonie ou territoire d'origine.

Ils peuvent obtenir, de plus, des indemnités de fonctions, primes d'économie ou de gestion et gratifications dans les mêmes conditions que les citoyens français.

Les primes ou gratifications prévues par le présent article ne sont pas passibles de retenue pour retraite. Elles ne peuvent entrer en ligne de compte pour le calcul de celle-ci.

ART. 19. — Lorsqu'une commission d'expertise médicale a constaté l'incapacité physique définitive d'un agent d'occuper un emploi de son échelle, mais la possibilité pour cet agent d'occuper un emploi d'une échelle inférieure, cet agent peut être placé à l'échelle en question par un arrêté du ministre des colonies, sauf recours devant le conseil supérieur de santé des colonies.

Il prend alors rang dans sa nouvelle échelle à un échelon tel et avec une ancienneté telle que s'il était à nouveau promu. Il prendrait rang dans l'échelle qu'il occupe à l'échelon et avec l'ancienneté qu'il avait. Il conserve sa solde, à titre personnel jusqu'à ce qu'il ait obtenu par avancement dans sa nouvelle échelle une solde supérieure.

Lorsqu'un agent demande à occuper un emploi d'une échelle inférieure à la sienne, il peut lui être donné satisfaction par arrêté du ministre des colonies. Cet agent est alors placé à l'échelle de l'emploi en question dans les conditions indiquées ci-dessus, mais il ne peut prétendre qu'à la solde de l'emploi qui lui est confié.

ART. 20. — L'agent appartenant au cadre général dont l'emploi a été régulièrement supprimé, est placé dans la position de maintien par ordre en France dans les conditions réglementaires; il doit être pourvu, après la suppression de son emploi, du premier poste de son grade et de sa spécialité qu'il est capable de remplir.

A l'expiration d'un délai maximum de douze mois, y compris les congés, à défaut d'emploi disponible pouvant être confié à l'intéressé, celui-ci est mis, d'office, en disponibilité dans les conditions de l'article 84 du décret du 2 mars 1910, sauf la dérogation suivante :

Si, au cours des cinq années consécutives passées en disponibilité, il n'a pu être attribué à l'intéressé d'emploi susceptible de lui convenir, il est rayé des contrôles à l'expiration de ces cinq années et admis à la retraite s'il y a droit.

ART. 21. — Les agents du cadre général des chemins de fer coloniaux pourront être placés dans la position de maintien par ordre en France dans les conditions de l'article 77 du décret du 2 mars 1910.

Ce maintien par ordre pourra toutefois être prononcé par décision du gouverneur pour une durée inférieure à six mois en vue de faire effectuer à l'agent intéressé un stage nécessaire aux besoins du service.

ART. 22. — Le régime des congés des agents du cadre général des chemins de fer coloniaux est le même que celui du personnel administratif de la colonie.

Toutefois, par dérogation au décret du 2 mars 1910, le départ d'un agent en congé administratif est normalement effectué par le premier bateau qui suit la date d'expiration du séjour réglementaire, mais dans l'intérêt du service, il peut être avancé d'une période au plus égale à six mois ou retardé d'une période au plus égale à six mois, la durée du congé étant réduite ou augmentée en conséquence.

Les agents qui ne désireront pas bénéficier de leur congé à l'expiration de leur séjour réglementaire pourront y être autorisés par le directeur. En ce cas,

leur séjour sera prolongé pour une période qui sera fixée au moment où la prolongation du séjour réglementaire sera autorisée.

Le gouverneur peut donner délégation au directeur pour accorder les congés.

ART. 23. — Le régime des déplacements autres que ceux nécessités par leur fonction ou par leur changement d'affectation à l'intérieur d'un même réseau et celui des passages des agents du cadre général des chemins de fer coloniaux est le même que celui du personnel administratif de la colonie.

Le classement des agents en catégories est le suivant :

Echelle 1, 2^e catégorie.

Echelle 2, 2^e catégorie.

Echelle 3, 1^{re} catégorie B.

Echelle 4, 1^{re} catégorie B.

(Toutefois, les agents de l'échelle 2 voyageant toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots; cette faveur ne leur conférant aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages, etc.).

Le régime des déplacements nécessités par leur fonction et des changements d'affectation à l'intérieur d'un même réseau fera l'objet d'un règlement du directeur approuvé par le gouverneur.

Les agents des cadres locaux qui, par suite de leur intégration dans le cadre général des chemins de fer coloniaux, seraient reclassés à une catégorie inférieure à celle à laquelle ils sont assimilés, conserveront à titre personnel le bénéfice de leur classement actuel.

ART. 24. — Les agents du cadre général des chemins de fer coloniaux sont tributaires de la caisse intercoloniale des retraites.

Les agents sont, sous réserve des dispositions concernant les chefs de famille nombreuse, rayés du cadre lorsqu'ils ont atteint l'âge de cinquante-cinq ans.

Toutefois, ceux qui occupent des emplois de directeurs, de sous-directeurs ou de chefs de services régionaux, sont maintenus en service jusqu'à la cessation des fonctions qu'ils occupent et au plus tard jusqu'à cinquante-sept ans.

Pour les agents qui ne réuniraient pas les conditions exigées par le décret du 1^{er} novembre 1928 pour obtenir une pension d'ancienneté de la caisse intercoloniale des retraites (compte tenu de l'abaissement d'âge prévu par le paragraphe IV de l'article 7 du décret du 1^{er} novembre 1928) les limites d'âge ci-dessus sont reculées jusqu'à la date à laquelle ces agents auront droit à pension d'ancienneté, sans pouvoir, en aucun cas, dépasser soixante ans.

ART. 25. — Les agents du cadre général des chemins de fer coloniaux peuvent, si les convenances du service le permettent, être mis sur leur demande ou avec leur assentiment, tout en restant dans le cadre, au service des autres services publics, établissements publics ou collectivités relevant du ministère des colonies.

Toutefois, l'affectation peut être prononcée d'office à un service des travaux publics de la colonie.

Ils peuvent, en outre, sur leur demande ou avec leur assentiment, être mis en position de service détaché hors cadres dans les conditions de l'article 11 du décret du 1^{er} novembre 1928, au service des divers organismes publics visés ci-dessus et des réseaux de

chemins de fer concédés dépendant du ministère des colonies ou au service de l'Etat, des départements, des communes, des collectivités, des réseaux de chemins de fer concédés, des protectorats et pays sous mandat ne dépendant pas du ministère des colonies ou au service d'un réseau, d'un organisme ou d'un gouvernement étranger lorsqu'ils sont susceptibles de servir l'influence française.

La mise en service détaché est prononcée par arrêté du ministre des colonies et pour des périodes de cinq ans au maximum.

Ces agents continuent à avancer en échelon et en échelle.

Leur inscription au tableau d'aptitude pour l'avancement en échelle a lieu au vu des notes qui leur sont données par les organismes qui les emploient.

Dispositions transitoires.

ART. 26. — Dans un délai de deux ans à partir de la promulgation du présent décret, les agents des cadres locaux des chemins de fer qui occupaient, antérieurement à la promulgation du présent décret, des emplois parmi ceux confiés désormais aux agents supérieurs, pourront être, sur la proposition du chef de la colonie, nommés dans le cadre général organisé par le présent décret, par arrêté du ministre des colonies, après l'avis de la commission de classement.

Pour la détermination de leur échelle, il sera tenu compte de l'emploi qu'ils occupent effectivement, de leur valeur et des limites de solde du cadre dans lequel ils sont actuellement placés.

Pour la détermination de leur échelon, on tiendra compte de leur rémunération normale actuelle, de manière que la rémunération normale résultant de leur classement ne soit pas supérieure à leur rémunération actuelle.

Ils recevront, le cas échéant, à titre personnel et jusqu'à augmentation de rémunération, une indemnité compensatrice passible de retenue pour la retraite, calculée de telle façon que leur rémunération normale ne soit pas diminuée.

Les agents des cadres locaux qui n'auront pas été nommés dans le cadre général tout en occupant des emplois parmi ceux qui seront désormais confiés aux agents supérieurs des chemins de fer, conserveront leur statut propre jusqu'à extinction.

Ils pourront toutefois être nommés dans le cadre général des chemins de fer dans les mêmes conditions que les agents des cadres locaux organisés conformément au présent décret.

Le tableau par échelle des emplois qui pourront être attribués à ces agents et leurs effectifs sera établi, tenu à jour par réseau, récapitulé au ministère des colonies, et déduit du tableau des emplois et des effectifs du personnel supérieur.

TROISIÈME PARTIE

Personnel détaché dans le cadre général des chemins de fer coloniaux.

ART. 27. — Les ingénieurs principaux du cadre général des travaux publics des colonies peuvent être détachés pour des périodes maxima de cinq ans par arrêté ministériel dans le cadre général des chemins de fer coloniaux, conformément au tableau ci-après.

Il est attribué aux intéressés une ancienneté égale à leur ancienneté propre dans leur classe dans le cadre général des travaux publics des colonies.

GRADE ET CLASSE DANS LE CADRE GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS DES COLONIES	ECHELLE ET ECHELONS CORRESPONDANT DANS LE CADRE GÉNÉRAL DES CHEMINS DE FER COLONIAUX
Ingénieur principal :	
4 ^e classe, 1 ^{er} échelon	Echelle 3. — Echelon 3.
4 ^e classe, 2 ^e échelon	Echelle 3. — Echelon 5.
3 ^e classe	Echelle 3. — Echelon 7.
2 ^e classe	Echelle 4. — Echelon 5.
1 ^{re} classe	Echelle 4. — Echelon 7.

Toutefois, l'échelle et l'échelon qui peuvent leur être attribués ne peuvent être inférieurs à ceux dont auraient bénéficié, le cas échéant, les intéressés au cours d'une période antérieure de détachement dans le cadre général des chemins de fer, sauf dans le cas où la réintégration dans le cadre d'origine serait intervenue à la suite d'une mesure disciplinaire ou d'une faute de service.

Les ingénieurs de l'Etat, autres que ceux relevant du ministère des travaux publics, peuvent être détachés dans le cadre général des chemins de fer par arrêté interministériel qui fixe l'échelle, l'échelon et l'ancienneté dans l'échelon qui leur est attribué, compte tenu de leur situation dans leur corps d'origine.

ART. 28. — La réglementation prévue par le présent décret pour le cadre général des chemins de fer coloniaux s'applique aux agents détachés dans ce cadre, sous réserve de dispositions spéciales les concernant prévues par le présent décret. Ils conservent, pour la retraite, le statut de leur corps d'origine.

Ils bénéficient, en particulier, de l'avancement en échelle et en échelon dans les mêmes conditions que les agents du cadre général des chemins de fer.

Ils bénéficient également des accessoires de rémunération des agents du cadre général des chemins de fer à l'exclusion de ceux de leur cadre d'origine; toutefois, si l'un ou l'autre des accessoires de leur cadre d'origine était passible de retenue pour pension, les fonctionnaires intéressés continueraient le versement des retenues correspondantes.

ART. 29. — Les fonctionnaires détachés dans le cadre général des chemins de fer coloniaux peuvent être remis à la disposition de leur corps d'origine :

1^o — Sur leur demande;

2^o — D'office :

a) Pour raison de santé, après avis du conseil supérieur de santé au ministère des colonies, quand l'agent se trouve en France et après avis du conseil de santé local et du conseil supérieur de santé au ministère des colonies quand l'agent se trouve aux colonies;

b) Pour cause de suppression d'emploi ou de réduction d'effectif, sous réserve de l'affectation effective de l'intéressé à un poste de son grade, sauf lorsqu'il est en fin de détachement et, en tous cas, au bout d'un délai d'un an après la mesure qui a supprimé l'emploi ou réduit les effectifs;

c) Lorsqu'il a atteint la limite d'âge fixée au présent décret pour le personnel appartenant au cadre général des chemins de fer coloniaux;

d) Par mesure disciplinaire, si le fonctionnaire a été frappé d'une peine au moins égale à celle de la rétrogradation de un ou plusieurs échelons ou s'il a commis une faute grave par inaptitude professionnelle.

Les fonctionnaires proposés pour la peine de la révocation sont remis d'office à la disposition de leur corps d'origine.

Les agents du ministère des travaux publics, détachés dans le cadre général des travaux publics des colonies puis détachés dans le cadre des chemins de fer coloniaux sont remis, en exécution du présent article, dans le cadre général des travaux publics des colonies.

Dispositions transitoires.

ART. 30. — Les ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics et des mines des colonies en service dans les chemins de fer à la date du présent décret seront placés en position de service détaché dans le cadre général des chemins de fer et classés conformément au tableau ci-dessous et avec une ancienneté dans l'échelon attribué indiquée comme ci-dessous augmentée de l'ancienneté propre qu'ils avaient dans leur classe dans le cadre général des travaux publics des colonies.

GRADE ET CLASSE DANS LE CADRE GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS DES COLONIES	ÉCHELLE ET ÉCHELON CORRESPONDANT DANS LE CADRE GÉNÉRAL DES CHEMINS DE FER COLONIAUX	ANCIENNETÉ ATTRIBUÉE DANS L'ÉCHELON POUR UNE ANCIENNETÉ NULLE DANS LA CLASSE DU GRADE DANS LE CADRE D'ORIGINE
Ingénieur adjoint de 4 ^e classe	Echelle 1. — Echelon 2.	1 an
Ingénieur adjoint de 3 ^e classe	Echelle 1. — Echelon 4.	Néant
Ingénieur adjoint de 2 ^e classe	Echelle 1. — Echelon 5.	18 mois
Ingénieur adjoint de 1 ^{re} classe	Echelle 1. — Echelon 7.	Néant
Ingénieur de 4 ^e classe	Echelle 2. — Echelon 4.	15 mois
Ingénieur de 3 ^e classe	Echelle 2. — Echelon 5.	30 mois
Ingénieur de 2 ^e classe	Echelle 2. — Echelon 7.	15 mois
Ingénieur de 1 ^{re} classe	Echelle 2. — Echelon 8.	2 ans

Ces fonctionnaires pourront être nommés définitivement dans le cadre général des chemins de fer des colonies à l'échelon et à l'échelle qu'ils occupent et en conservant leur ancienneté s'il font simultanément une demande de démission de leur corps d'origine et d'entrée dans le cadre général des chemins de fer. Leur demande de démission devra être trans-

mise obligatoirement par le ministre des colonies pour les fonctionnaires dépendant du ministre des travaux publics.

Les ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics et des mines des colonies, en service dans les chemins de fer à la date du présent décret et qui auront été admis définitivement dans le cadre général

des chemins de fer coloniaux, pourront être inscrits, sans être soumis à l'examen au tableau d'aptitude en vue d'une promotion à l'échelle 3 suivant les dispositions prévues au présent décret, dans les conditions où ils auraient pu être inscrits au tableau en vue de la nomination au grade d'ingénieur principal en application des dispositions transitoires visées à l'article 51 du décret du 9 mai 1936.

Leur inscription au tableau d'aptitude ne pourra être faite que sur proposition du gouverneur et après avis favorable de la commission de classement prévue à l'article 12 du présent décret.

Ces fonctionnaires pourront également prendre part, dans les mêmes conditions que s'ils étaient restés dans le cadre général des travaux publics des colonies aux concours pour l'accession au grade d'ingénieur principal du cadre général des travaux publics et des mines des colonies. En cas de succès, ils seront inscrits d'office au tableau d'aptitude prévu par le présent décret en vue de leur promotion à l'échelle 3, quels que soient leur échelle et leur temps de service dans cette échelle.

QUATRIÈME PARTIE

Agents contractuels.

ART. 31. — Les agents contractuels sont recrutés dans les conditions prévues dans le présent décret, suivant les règles établies par le ministre des colonies.

Ils sont classés par leur contrat, à une échelle et un échelon du cadre général des chemins de fer coloniaux.

Les échelles qui peuvent être attribuées aux agents des grands réseaux français sont données par le tableau ci-dessous :

ECHELLE dans les grands réseaux français	ECHELLE dans le cadre général des chemins de fer coloniaux
Echelle 12, 13 et 14.	Echelle 1.
Echelle 14, 15 et 16.	Echelle 2.
Echelle 17 et 18.	Echelle 3.
Echelle « lettres ».	Echelle 4.

Lorsque ces agents reçoivent un avancement dans leur réseau d'origine qui leur aurait permis, en exécution du tableau ci-dessus, de prétendre à l'attribution d'une échelle plus élevée, ils peuvent être inscrits, quelle que soit la durée de leur présence dans leur échelle, au tableau d'aptitude pour l'échelle supérieure. Ils sont ensuite nommés à cette échelle dans les conditions prévues par le présent décret.

ART. 32. — Les agents contractuels sont assimilés, pendant la durée de leur contrat, aux agents du cadre général des chemins de fer coloniaux, sauf exception prévue par le présent décret et par leur contrat.

Ils touchent la même rémunération que les agents du cadre général des chemins de fer coloniaux du même échelon et de la même échelle.

Ils peuvent bénéficier des avancements en échelle et en échelon, dans les mêmes conditions que les agents du cadre général des chemins de fer coloniaux.

Ils peuvent également bénéficier des chevrons.

ART. 33. — Si les agents contractuels sont des agents des grands réseaux français, il sera effectué sur le traitement prévu par le présent décret en vue de la constitution d'une retraite, le prélèvement mis à la charge de ces agents par la réglementation de la caisse

des retraites de leur réseau d'origine et il sera versé par le réseau colonial auquel sera affecté l'agent, une contribution égale à celle mise à la charge du réseau d'origine par la même réglementation.

Ces prélèvements et contributions seront versés par l'administration à la caisse de retraites du réseau d'origine.

Si les agents contractuels ne sont pas des agents des grands réseaux français, il sera effectué sur le traitement prévu par le présent décret un prélèvement égal à celui effectué sur le traitement des fonctionnaires affiliés à la caisse intercoloniale des retraites et il sera versé par le réseau colonial une contribution budgétaire égale à celle versée pour les fonctionnaires affiliés à la caisse intercoloniale des retraites.

Ces prélèvements et contributions seront versés par l'administration à un organisme de retraite, d'assurance ou de secours, dans des conditions qui seront précisées par un arrêté du ministre des colonies.

ART. 34. — Les contrats d'engagement préciseront la date de début et la date de cessation du contrat.

Les contrats seront de cinq ans au maximum et renouvelables. Ils ne peuvent être prolongés par tacite reconduction.

Pour les agents détachés des grands réseaux français la durée du détachement sera égale à la durée du contrat.

Les dispositions relatives aux congés concernant les agents du cadre ne sont pas applicables aux agents contractuels.

Le ministre des colonies fixera les conditions dans lesquelles des congés de fin d'engagement seront accordés aux agents contractuels.

Il fixera également les conditions dans lesquelles des congés de maladie pourront être accordés à l'agent et les conditions dans lesquelles le contrat pourra être résilié en cas de maladie.

Le contrat fixera les conditions de voyage des agents contractuels.

ART. 35. — Le régime prévu par le présent décret ne sera applicable aux agents contractuels actuellement en service qu'à l'expiration de leur contrat en cours.

Dispositions transitoires.

ART. 36. — Pendant un délai de dix-huit mois à compter de la date du présent décret, les agents contractuels occupant des emplois d'agent supérieur en service dans les chemins de fer à la date du présent décret, pourront être nommés, après dix-huit mois de contrat, dans le cadre général des chemins de fer, sur la proposition du gouverneur et après avis de la commission de classement prévue à l'article 12, à un échelon d'une échelle leur assurant une rémunération au plus égale à celle prévue à leur contrat. Compte tenu des services validables à la caisse intercoloniale des retraites ou des services accomplis par eux au titre d'une autre caisse de retraite admettant la réciprocité avec la caisse intercoloniale des retraites, ces agents devront au moment de leur nomination dans le cadre général des chemins de fer coloniaux avoir un âge tel qu'ils pourront prétendre au moment de leur mise à la retraite en application des dispositions prévues à l'article 24 ci-dessus, à une pension d'ancienneté.

TITRE III

PERSONNEL SECONDAIRE

ART. 37. — Le personnel secondaire est chargé de tenir les emplois qui ne sont pas réservés au personnel supérieur, tels que contrôleur du trafic et mouvement, chef de gare importante, sous-chef de gare d'import-

tance exceptionnelle, chef de district, chef de dépôts d'attaches, sous-chef de dépôts d'attaches et chef de dépôts annexes très importants, contrôleur de traction, contremaître de grands ateliers, etc.

Le personnel secondaire est spécial à chaque réseau, il comprend :

1^o — Les agents appartenant au cadre local des chemins de fer coloniaux créé dans chaque réseau par arrêté du gouverneur dans les conditions indiquées à l'article suivant;

2^o — Les agents détachés dans le cadre local des chemins de fer coloniaux, provenant :

a) Des adjoints techniques et adjoints techniques principaux du cadre local des travaux publics de la colonie, ou assimilés;

b) Exceptionnellement, des cadres administratifs locaux;

3^o — Les agents contractuels recrutés :

a) Parmi les agents des grands réseaux français;

b) Exceptionnellement, parmi les personnels ayant une spécialisation dans les chemins de fer.

ART. 38. — Le cadre local des chemins de fer coloniaux de chaque réseau est constitué et organisé par arrêté du gouverneur pris sur la proposition du directeur et soumis à l'approbation préalable du ministre.

Cet arrêté fixe notamment la nomenclature des emplois réservés au personnel secondaire ainsi que les échelles de traitement de ce personnel. Ces échelles doivent comprendre chacune huit échelons et deux chevrons.

Nonobstant les dispositions du décret du 14 octobre 1936, les contrats des agents contractuels faisant partie du personnel secondaire pourront être établis dans la même forme que les contrats des agents faisant partie du personnel supérieur.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 39. — Les agents des cadres locaux actuellement en service, tenant des emplois qui seront désormais confiés soit au personnel secondaire visé au présent titre, soit au personnel auxiliaire visé au titre IV ci-dessous, conservent leur statut jusqu'à extinction.

Pour ceux de ces agents qui tiennent des emplois confiés désormais au personnel secondaire, des dispositions transitoires seront prévues dans l'arrêté du gouverneur visé à l'article ci-dessus; elles préciseront, en particulier, les conditions dans lesquelles ces agents pourront opter pour le nouveau cadre local des chemins de fer coloniaux.

TITRE IV

PERSONNEL AUXILIAIRE ET JOURNALIER

ART. 40. — Les emplois autres que ceux réservés au personnel supérieur et secondaire sont classés en quatre catégories :

a) Les emplois spéciaux au chemin de fer ayant un caractère permanent;

b) Les emplois non spéciaux au chemin de fer ayant un caractère permanent, non compris ceux d'ouvriers et de manœuvres spécialisés;

c) Les emplois d'ouvriers et de manœuvres spécialisés non spéciaux aux chemins de fer, ayant un caractère permanent;

d) Les emplois temporaires.

Sauf dans le cas où il n'est pas possible de le trouver sur place, le personnel engagé est rémunéré dans les conditions fixées ci-dessous.

La permanence de l'emploi ne comporte pas permanence du personnel qui l'occupe.

Le personnel occupant un emploi de la catégorie *a* est engagé et rémunéré au mois, suivant des règles inspirées de celles des grands réseaux français.

Le personnel occupant un emploi de la catégorie *b* est engagé et rémunéré au mois, suivant des règles inspirées du commerce ou de l'industrie privée.

Le personnel occupant un emploi de la catégorie *c* est engagé à la journée et rémunéré suivant les règles inspirées de l'industrie privée.

Le personnel de la catégorie *d* est engagé et rémunéré soit à la journée, soit d'après le travail effectué.

Un règlement du directeur, approuvé par le gouverneur, précisera les règles d'engagement et de rémunération du personnel des catégories visées ci-dessus.

Un arrêté du gouverneur pris sur la proposition du directeur, créera un pécule en faveur du personnel des trois premières catégories.

ART. 41. — Des arrêtés des chefs des colonies, soumis à l'approbation du ministre, fixeront l'application des dispositions des articles 20, 21, 22, 23, 24 et 25 aux sujets et protégés français et indigènes des pays sous mandat relevant du ministère des colonies en tenant compte de la réglementation locale applicable aux sujets et protégés français.

ART. 42. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 43. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 mai 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Régime pénitentiaire

ARRETE N° 316 fixant les heures de travail, de repos et des repas des détenus.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 488 du 1er septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo, et vu notamment son article 20 relatif aux heures de travail et de repos, ainsi qu'à celles des repas des détenus;

Vu l'arrêté n° 419 du 28 juillet 1934 fixant ces heures; mais vu aussi l'intérêt qu'il y a à modifier la fréquence des repas et à fixer l'emploi du temps pendant le repos dominical;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les heures de travail, de repos et des repas des détenus, dans les prisons du Territoire, sont fixées ainsi qu'il suit :

Jours ordinaires :

- 1^o — Réveil et appel 5 h.
- 2^o — Soins de propreté 5 h. 15
- 3^o — Rassemblement et distribution du travail 5 h. 45

4 ^o — Travail	6 h. — à 8 h.
5 ^o — Repas du matin	8 h. — à 8 h. 30
6 ^o — Travail	8 h. 30 à 11 h. 30
7 ^o — Repas principal de la journée et repos	12 h. — à 14 h.
8 ^o — Rassemblement et distribution du travail	14 h. 30
9 ^o — Reprise du travail	14 h. 30 à 17 h.
10 ^o — Rassemblement et appel	17 h. 15
11 ^o — Repas du soir	17 h. 30 à 18 h.
12 ^o — Coucher	19 h.
13 ^o — Cours de rééducation sociale, à la prison de Lomé, les lundis, mercredis, vendredis et samedis	18 h. — à 19 h. 30
Coucher, pour ceux qui y prennent part	19 h. 30

Dimanches et jours fériés :

1 ^o — Réveil et appel	6 h.
2 ^o — Travaux de propreté à l'intérieur	6 h. 15 à 7 h. 15
3 ^o — Soins de propreté	7 h. 15 à 8 h.
4 ^o — Repas du matin	8 h. — à 8 h. 30
5 ^o — Corvée de lavage	8 h. 30 à 11 h. 30
6 ^o — Repas principal de la journée	12 h. — à 13 h.
7 ^o — Rassemblement et appel	17 h.
8 ^o — Repas du soir	17 h. 30 à 18 h. 15
9 ^o — Coucher	19 h.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 juin 1939.

L. MONTAGNÉ.

Classement de forêt

ARRETE N° 319 portant classement de la forêt de la Wouto (Cercle de Klouto).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le procès-verbal en date du 18 avril 1939 de la commission de classement;

Après avis du receveur des domaines;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt domaniale classée le périmètre défini comme suit :

1^o — A l'Est

La voie ferrée du point kilométrique 87.400 (A) au point kilométrique 93.285 (B), point où la route Lomé-Palimé traverse à niveau la voie ferrée.

2^o — Au Nord

a) La route Lomé-Palimé de B. à la borne kilométrique 98. (C).

b) De C, une droite, d'orientation magnétique 120 grades, allant jusqu'à la rivière Egbi (D).

3^o — Au Sud

a) Du point kilométrique 87.4 une droite Est-Ouest magnétique allant à la route Lomé-Palimé (92.800) L.

b) De ce point L, la route Lomé-Palimé jusqu'au point 94.200, où elle traverse la rivière Agboklo (K).

c) De ce point K, la rivière Agboklo jusqu'à son confluent avec la rivière Wouto (J).

d) De ce point J, une droite Est-Ouest magnétique allant à la rivière Egbi (I).

4^o — A l'Ouest

La rivière Egbi, du point D au point I.

*

* *

ENCLAVES

1^o — Enclave d'Egbiopé

D'un point situé sur la piste allant de la route Lomé-Palimé à Egbiopé et à 200 mètres de ce village :

1^o) Une droite, d'orientation 20 grades et de longueur 300 mètres, allant en F.

2^o) Une droite, d'orientation 220 grades et de longueur 500 mètres, allant en G.

3^o) De F, une droite, d'orientation 100 grades (Est-Ouest magnétiques), allant à la rivière Egbi (E).

4^o) De G, une droite, d'orientation 100 grades (Est-Ouest magnétiques), allant à la rivière Egbi (H).

2^o — Enclave de Ouolocopé

D'un point M situé sur la route Lomé-Palimé, à l'origine de la piste allant à Egbiopé (kilomètre : 96.200) :

1^o) De la route Lomé-Palimé jusqu'en N, situé au sud et à 250 mètres de M.

2^o) De N, une droite, d'orientation 100 grades (Est-Ouest magnétiques), rencontrant en O la piste d'Egbiopé.

3^o) De O, la piste d'Egbiopé jusqu'à son origine M.

3^o — Enclave de Tievi

D'un point P, situé sur la route Lomé-Palimé (kilomètre : 97) :

1^o) Une droite d'orientation 110 grades, de longueur 150 mètres (Q);

2^o) De ce point Q, une droite d'orientation 30 grades, de longueur 280 mètres (R);

3^o) De R, une droite d'orientation 330 grades, rejoignant en S, la route Lomé-Palimé.

4^o — Enclave de Koutodjocopé

Un secteur ayant pour centre le village de Koutodjocopé, de rayon 270 mètres, et dont la corde, continuée par la rivière Agboglo, mesure 430 mètres, du point T au point U.

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 3. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le commandant du cercle de Klouto, les agents du service des eaux, forêts et chasses, les agents du service de l'agriculture, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 juin 1939.

L. MONTAGNÉ.

Réserves indigènes**ARRETE. N° 321 portant organisation des réserves indigènes sur le territoire du Togo.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 22 du pacte de la Société des nations;

Vu le décret du 28 juin 1925, portant organisation des forces de police dans les territoires à mandat;

Sur la proposition du capitaine commandant les forces de police du Togo;

Après approbation du ministre des colonies (D. M. n° 329/3. E. M. col. du 30 mars 1939);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — « Dans le but de constituer en temps voulu les forces de complément nécessaires à la défense ou à la police du Territoire en cas d'agression ou de troubles intérieurs importants » :

1° — Tout togolais, ancien tirailleur, garde, ou milicien;

2° — Tout ancien tirailleur ou originaire des colonies de l'A. O. F. ayant servi aux forces de police et résidant au Togo;

libérés de tout contrat sont susceptibles d'être rappelés momentanément à l'activité pendant 15 ans à compter du jour de leur entrée en service.

Cette durée est portée à 25 ans pour les militaires et miliciens qui, ayant accompli 15 ans de services actifs, sont titulaires d'une pension proportionnelle ou ont reçu une prime de licenciement.

ART. 2. — Pendant la durée de leur service dans les réserves les indigènes susvisés peuvent, sur la proposition du commandant des forces de police, être rappelés à l'activité par arrêté du Commissaire de la République dans les cas ci-après :

Tension politique intérieure ou extérieure, période d'exercices (deux convocations au maximum, la première d'une durée inférieure à 24 jours, la deuxième inférieure à 18 jours) revue d'appel (convocation au chef-lieu d'une durée de 24 heures en principe). Ces revues pourront avoir lieu une fois tous les trois ans.

Les convocations sont faites, sur la proposition du commandant des forces de police, par arrêté du Commissaire de la République fixant les circonscriptions des réservistes convoqués.

Une indemnité spéciale est payée aux réservistes convoqués pour les journées passées effectivement en route et dont le nombre sera déterminé par les horaires locaux.

Le taux de cette indemnité est fixé par l'arrêté de convocation.

Le rappel à l'activité des réservistes sera porté à la connaissance des intéressés par les chefs de circonscriptions, soit dès réception des arrêtés fixant les convocations, soit par remise d'ordres individuels adressés par le commandant des forces de police.

Les chefs de circonscriptions ont mission de rassembler les réservistes et de les mettre en route par détachements échelonnés sur leur unité d'affectation.

Ces détachements sont encadrés par les gradés réservistes et reçoivent, au moment de leur départ, les indemnités de vivres prévues ci-dessus.

ART. 3. — Au cours de la durée de leur rappel à l'activité, les réservistes indigènes sont soumis aux mêmes réglementations que celles de la compagnie de milice. Les réservistes conservent le grade qu'ils avaient au moment de leur libération ou licenciement.

ART. 4. — Sont dispensés du service dans les réserves :

1° — Les anciens tirailleurs, lorsqu'ils servent dans la milice ou la garde;

2° — Les anciens tirailleurs, miliciens ou gardes :

a) Pères de familles nombreuses : 4 enfants et plus pour ceux qui n'ont qu'une femme, 5 enfants et plus pour ceux qui ont deux femmes, 6 enfants et plus pour ceux qui ont trois femmes etc. Une fois concédée cette dispense est définitive;

b) Chefs de terre ou de tribus en exercice;

c) Agents indigènes des divers services publics, écrivains, interprètes, mécaniciens des chemins de fer et vapeurs, pilotes en service.

ART. 5. — L'administration des réservistes indigènes est assurée en liaison étroite par le commandant des forces de police et les chefs de circonscriptions administratives.

1° — Il est tenu au bureau du commandant des forces de police :

a) Un registre servant à l'immatriculation de tous les miliciens et gardes, ce matricule est maintenu dans la réserve;

b) Un fichier d'affectation où sont classées les fiches individuelles de chaque réserviste indigène.

Pour la tenue à jour de ce fichier, les chefs de circonscriptions signalent mensuellement au commandant des forces de police, en ce qui concerne les réservistes relevant de leur administration, les événements susceptibles de modifier le classement des fiches (décès, naissance, changements de résidence).

Le fonctionnement de ce fichier est réglé par une instruction du commandant des forces de police, approuvée par le Commissaire de la République;

c) Les chefs de circonscriptions tiennent à jour un contrôle nominatif des réservistes résidant dans leur circonscription (modèle N° 6).

ART. 6. — L'affectation des réservistes indigènes aux unités de complément est prononcée par le commandant des forces de police en tenant compte des délais pour se présenter aux lieux de mobilisation.

ART. 7. — La libération d'un milicien ou garde, soit par fin de contrat, soit par licenciement pour quelque cause que ce soit donne lieu aux opérations suivantes :

1° — La compagnie de milice envoie au commandant des forces de police un état nominatif (modèle n° 2).

2° — Le bureau du commandant des forces de police établit une fiche alphabétique, prononce l'affectation du réserviste et classe la fiche au dossier d'affectation.

Il adresse au chef de circonscription où l'intéressé a déclaré se fixer, un certificat de réserviste (modèle n° 1).

3° — Le chef de circonscription remet le certificat de réserviste à l'intéressé, l'inscrit sur ses contrôles et fait retour du talon du certificat au commandant des forces de police.

ART. 8. — Les changements de résidence amenant changement de circonscription, donnent lieu aux opérations suivantes :

1° — Le chef de circonscription adresse un avis de changement de résidence (modèle n° 3) au chef de la nouvelle circonscription et au commandant des forces de police. Il raye le réserviste de ses contrôles;

2° — Le commandant des forces de police, après avoir modifié, s'il y a lieu, l'affectation du réserviste, adresse au chef de la nouvelle circonscription un certificat de réserviste (modèle n° 1) sur lequel sont portées les indications relatives à l'unité d'affectation et au centre de rassemblement;

3° — Ce certificat est destiné à remplacer celui que possédait le titulaire antérieurement à son changement de résidence et qui lui est retiré par le chef de la nouvelle circonscription contre la remise du nouveau certificat.

L'ancien est retourné au commandant des forces de police.

Le chef de la nouvelle circonscription l'inscrit sur ses contrôles.

ART. 9. — Les réservistes ne peuvent changer de résidence qu'après l'autorisation de chef de circonscription.

Les chefs de villages ou de groupement avisent le chef de circonscription des changements de résidence, des décès et des cas de dispense des réservistes relevant de leur autorité.

Ils signalent dans les mêmes conditions les réservistes indigènes dont l'état de santé ne permettrait pas le rappel à l'activité.

Ces réservistes sont examinés au chef-lieu de la circonscription, après convocation, soit à domicile par les médecins résidents ou en tournée. A l'issue de cette visite médicale, il est établi un certificat concluant soit au maintien dans les réserves, soit à l'incapacité temporaire ou définitive de l'intéressé au service militaire.

Le certificat est adressé par le chef de circonscription au commandant des forces de police.

Si ce document conclut à l'incapacité définitive ou temporaire au service militaire, le réserviste est rayé

des contrôles et un état de mutation modèle 5 est également adressé au commandant des forces de police.

ART. 10. — Le commandant des forces de police correspond directement avec les chefs de circonscription et inversement en ce qui concerne l'administration des réserves.

Les chefs de circonscription et leurs agents procèdent au cours de leurs tournées, au recensement des réservistes indigènes.

ART. 11. — Les chefs de villages ou de groupement et les réservistes qui contreviennent aux prescriptions de l'arrêté ou qui n'obéissent pas aux ordres de convocation sont passibles des peines édictées par l'article 9 du code pénal, sauf restrictions prévues à l'article 4 du décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires. Afin de permettre de reconnaître si les réservistes anciens militaires doivent bénéficier des dispositions de l'article 4 du décret du 24 mars 1923 les certificats modèle n° 1, les états nominatifs modèle n° 2, les avis de changements de résidence modèle 3 indiquent si ces réservistes ont servi ou non comme militaires pendant la guerre 1914-1918 (2 août 1914. — 23 octobre 1919).

ART. 12. — *Pièces périodiques* : Deux fois par an, le 30 juin et le 31 décembre, les chefs de circonscription adressent au commandant des forces de police une situation numérique (modèle n° 4); un état récapitulatif de ces situations est remis par le commandant des forces de police au Commissaire de la République.

ART. 13. — Le présent arrêté abroge les dispositions de l'arrêté n° 447 du 9 août 1927.

ART. 14. — Le capitaine commandant les forces de police et les chefs de circonscription sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juin 1939.

L. MONTAGNÉ.

TERRITOIRE DU TOGO

PLACÉ SOUS LE MANDAT
DE LA FRANCE

FORCES DE POLICE

COMPAGNIE DE MILICE

Service des Réserves

REPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

ÉTAT NOMINATIF DES INDIGÈNES AFFECTÉS COMME RÉSERVISTES

Modèle N° 2,
Article 7 et 11
de l'arrêté N° 321,
du 16 juin 1939.

Format : 21 x 32

N° MILE	NOMS	GRADES	DATES MOTIFS DE LA LIBÉRATION	CIRCONSCRIPTION D'ORIGINE	LIEUX OU ILS SE RETIRENT	OBSERVATIONS (1)

(1) Indiquer s'ils ont pris part ou non à la guerre 1914-1918.

Lomé, le

19

Le Commandant de la Compagnie de Milice.

Recto

TERRITOIRE DU TOGO
PLACÉ SOUS LE MANDAT
DE LA FRANCE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — EGALITÉ — FRATERNITÉ

Modèle N° 1
Art. 1^{er} de l'arrêté 321
du 16 Juin 1939

Format : 22 x 27.

FORCES DE POLICE

SERVICE DES RÉSERVES

CERTIFICAT DE RESERVISTE

(voir au verso)

N° au contrôle des réserves :

Le (1) N° Mle
incorporé au (2) le
ayant servi comme du 192 au 192
pendant la guerre (2 août 1914-23 octobre 1919).
né le à cercle
venant de (3) cercle
rengagé le pour ans rengagé le pour an
..... ans
..... ans
libéré du service actif le et (4)
à cercle
est affecté comme réserviste à
En cas d'appel ou de convocation, il rejoindra, le e. jour (5)

(1) Grade, nom, prénoms

(2) Corps d'incorporation

(3) Dernière résidence

(4) Renvoyé dans ses foyers ou autorisé à fixer sa résidence.

(5) Chef-lieu du cercle ou lieu de mobilisation de son unité.

A Lomé, le

19

Le Ct. des Forces de Police, Chef du service des réserves.

A détacher suivant le pointillé ci-dessus et envoyer au Ct. des Forces de Police

Le Chef de circonscription soussigné a remis au réserviste (1)

Le certificat N° le 19

A le 19

Le Chef de circonscription,

Verso

Le présent certificat, délivré par le Commandant des Forces de Police du Togo, Chef du Service des Réserves n'est échangé contre un nouveau certificat que lorsque la dernière résidence relève d'une circonscription différente de celle dont relevait la précédente résidence.

Il ne doit être retiré à l'homme que contre remise du nouveau certificat établi et adressé dans les conditions fixées par l'arrêté 321 du 16 juin 1939 (Art. VIII) ou lorsque l'homme a été définitivement rayé des contrôles des réserves.

PROCÈS-VERBAL de remise d'un certificat de Réserviste (1) du (2)

Ce jourd'hui nous (3)

avons remis au sous-nommé, un nouveau certificat de réserviste l'affectant à

cercle de et lui prescrivant de se rendre directement à cercle de

le jour de la mobilisation.

A le

Le

(Signature)

(1) Le présent certificat, lorsqu'il est remplacé, doit être renvoyé au chef-lieu du service des réserves à Lomé qui a établi le nouveau certificat remis à échange de celui-ci.

(2) Grade, nom

(3) Nom et fonction

TERRITOIRE DU TOGO
PLACÉ SOUS LE MANDAT
DE LA FRANCE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Modèle N° 5
Arrêté 321 - 16 juin 1939

Format : 21 × 32

FORCES DE POLICE

SERVICE DES RÉSERVES

ÉTAT DES MUTATIONS SURVENUES

dans le courant du mois parmi les réservistes indigènes
de la circonscription de _____

CERCLE DE _____

N° MLE	NOMS	GRADES	POSITION ANCIENNE	POSITION NOUVELLE	OBSERVATIONS

A _____ le _____ 19

Le Chef de Circonscription,

TERRITOIRE DU TOGO
PLACÉ SOUS LE MANDAT
DE LA FRANCE

CONTROLE NOMINATIF DES RÉSERVISTES INDIGÈNES

Modèle N° 6
de l'Arrêté N° 321
du 16 Juin 1939

Format : 21 × 27

CERCLE DE _____

NOMS	N° MLE	GRADE	VILLAGE	GROUPEMENT	DATES			OBSERVATIONS
					d'entrée en service	de LIBÉRATION du service dans les réserves	Unité d'affectation	

A _____ le _____ 19

Le Chef de Circonscription,

INSTRUCTION N° 535 /B.M. réglant le fonctionnement du fichier des réservistes indigènes du Territoire et les originaires des autres colonies de l'A.O.F.

AVANT PROPOS

Aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté, sont administrés par le Territoire au titre de ses réserves :

1^o — Les togolais anciens gardes, anciens miliciens ou anciens tirailleurs,

2^o — Les anciens tirailleurs ou originaires des colonies voisines de l'A. O. F. ayant servi aux forces de police et s'ils résident au Togo, se trouvant dans les conditions fixées par le dit article et sous réserve des dispenses prévues à l'article 4 de l'arrêté.

*
* *

Sont administrés par leur section de recrutement indigène d'origine :

Les ex-tirailleurs des colonies voisines de l'A. O. F. en résidence au Togo et n'ayant pas servi dans les forces de police.

Les ex-miliciens ou gardes de ces colonies, dès qu'ils se retirent dans leur pays.

Tous renseignements les concernant sont produits par le Territoire (bureau militaire) :

Pour les premiers, à la demande des sections de recrutement indigène.

Pour les seconds, à leur libération des forces de police ou lors de leur changement de résidence.

CHAPITRE PREMIER

Administration des réserves indigènes du Territoire

En raison de la situation actuelle des services placés sous la direction du commandant des forces de police (bureau militaire et forces de police — même bâtiment), et compte tenu des attributions spéciales à chacun d'eux, l'administration des réserves indigènes est effectivement réalisée par le bureau militaire, organe chargé de toutes les questions ayant un caractère militaire.

En cas de modifications dans l'organisation actuelle (éloignement des services — commandements différents) ou de mobilisation cette administration passerait aux forces de police.

Les archives et imprimés détenus par le bureau militaire leur seraient remis.

*
* *

Les archives relatives à cette administration comprennent :

1^o — Un fichier divisé en trois parties numérotées 1, 2 & 3;

2^o — Un contrôle nominatif des réservistes du Territoire;

3^o — Un dossier renfermant les talons des certificats remis;

4^o — Un dossier des situations successives en réservistes;

5^o — Un dossier de correspondances diverses.

Venue d'un réserviste au Territoire. — Si la section de recrutement indigène d'une colonie voisine signale le retrait au Territoire d'un de ses réservistes ou si les commandants de cercle ou subdivision avisent le bureau militaire de l'existence dans leur circonscription d'un ex-tirailleur, garde ou milicien, non pourvu d'un certificat et jugé susceptible d'être incorporé dans les

réserves il est procédé à l'étude de la situation de l'intéressé, sur état de renseignement produit par ces autorités et certificat d'aptitude à un rappel à l'activité.

S'il est déterminé que l'intéressé doit faire partie des réserves du Territoire il est établi et adressé un certificat de réserviste.

S'il doit rester réserviste des troupes régulières il est adressé un état de mutation modèle 2 au commandant de la section de recrutement indigène.

*
* *

Libération des forces de police pour inaptitude physique :

L'inaptitude physique occasionnant la libération d'un homme des forces de police, sans pension de réforme de blessures ou infirmités incurables, est considérée comme temporaire.

L'intéressé est soumis aux obligations dans les réserves et reçoit un certificat portant affectation.

Les hommes libérés avec gratification de réforme suivent les mêmes règles et ne sont rayés des contrôles des réserves que si la gratification est convertie en permanente dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 du 20 février 1937.

CHAPITRE DEUXIEME

I — Fichier

Il est constitué, pour les réservistes du Territoire, un fichier, de fiches semblables établies par le bureau militaire, divisé en trois parties.

1^{re} Partie. — Fiches d'affectation par unité et par grade

En cas de constitution d'unité, compte tenu des certificats détenus par les réservistes et des renseignements qui leur sont donnés par les commandants de cercle chargés de leur mise en route, remettre à chacun des commandants de compagnie le paquet de fiches correspondantes avec ordre de signaler tout retardataire au commandant des forces de police.

2^e Partie. — Fiches, par cercle, des réservistes (classés par grade)

Ces fiches permettent le collationnement rapide des réservistes de chacune des circonscriptions.

3^e Partie. — Fiches des recherches, inaptés, etc.

Les fiches des miliciens et gardes libérés des forces de police sont classées à la 3^e partie jusqu'au retour des talons justifiant de la remise des certificats. Elles y demeurent si ces pièces n'ont pu être remises à leur destinataire pour cause d'absence du lieu de résidence déclaré. Ces réservistes sont alors signalés à tous les chefs de circonscriptions pour recherches.

II — Contrôle des réservistes

Le contrôle nominatif des réservistes du Territoire comporte tous les renseignements utiles sur les intéressés. Ces renseignements y sont portés dès l'établissement du certificat.

III — Talons des certificats

Dès le retour des talons justifiant de la remise du certificat à l'intéressé les fiches classées à la 3^e partie sont alors placées aux 1^{re} et 2^e parties.

Le talon est classé au dossier spécial.

IV — Situation successive en réservistes

Toutes les pièces périodiques (états mensuels et situations numériques semestrielles) et avis de changement de résidence des réservistes sont classés à ce dossier.

Tout état établi par le bureau militaire et concernant l'effectif des réserves y est également classé.

V — Correspondances diverses

Le dossier des correspondances diverses est composé des correspondances relatives :

- aux textes organisant les réserves;
- aux recherches des réservistes;
- aux affaires en cours.

Lomé, le 12 juin 1939.

Le capitaine Le Port
commandant les forces de police du Togo
et chef du bureau militaire,
Le Port.

Approuvé :

Lomé, le 16 juin 1939.

Le Commissaire de la République au Togo,
L. MONTAGNE.

Informations militaires

DECISION N° 428 habilitant le commandant des forces de police du Togo pour les informations militaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret-loi du 20 mars 1939 relatif aux informations militaires, promulgué au Togo par arrêté n° 218 du 24 avril 1939 (J. O. du 1^{er} mai, page 200);

Vu la dépêche ministérielle n° 439/3 E. M. col. en date du 29 avril 1939 portant application du décret-loi du 20 mars 1939 susvisé;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le commandant des forces de police du Togo est habilité dans les cas urgents, à demander aux autorités civiles qualifiées du Territoire :

1° — De procéder aux saisies prévues à l'article 2 du décret-loi du 20 mars 1939 susvisé;

2° — D'appliquer une sanction administrative, telle que le retrait d'autorisation en matière de radiodiffusion.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juin 1939.

L. MONTAGNE.

Délaissement forfaitaire des marins

ARRETE N° 323 fixant les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 85 de la loi du 13 décembre 1926 portant code de travail maritime, modifié par le décret du 30 juin 1934;

Vu le décret du 31 décembre 1935, portant règlement d'administration publique relatif au délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades, complété par le décret du 11 février 1938;

Vu le décret du 27 juin 1931 modifiant les articles 11 et 14 du décret du 22 septembre 1891;

Vu l'arrêté interministériel du 10 août 1937 sur le mode de versement des forfaits;

Vu l'arrêté n° 267 du 10 mai 1938;

Sur la proposition du chef du service de l'inscription maritime;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935 pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 1939 seront les mêmes que ceux prévus à l'arrêté n° 267 en date du 10 mai 1938.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juin 1939.

L. MONTAGNE.

Règlement par virements de banque et par chèque des dépenses et créances publiques

ARRETE N° 331 rendant obligatoirement payables par virements de banque certaines dépenses de l'Etat, du territoire, des communes et des établissements publics.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 310 du 4 juin 1927 réglementant les conditions des paiements par chèques ou virements de banque;

Vu l'arrêté n° 474 du 30 août 1929 réglementant dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France l'impôt du timbre-taxé sur les actes et conventions;

Vu l'addendum en date du 28 janvier 1930 complétant l'arrêté n° 474 du 30 août 1929 susvisé;

Vu le décret du 18 mai 1939 autorisant le règlement par virements de banque et par chèque des dépenses et des créances de l'Etat, de la colonie et des collectivités et établissements publics, notamment en son article premier;

Vu l'arrêté n° 330 en date du 18 juin 1939 promulguant dans le territoire du Togo le décret susvisé du 18 mai 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En dehors des exceptions prévues à l'article 10 du décret susvisé en date du 18 mai 1939, les dépenses de l'Etat, du Territoire, des communes et des établissements publics, indiquées ci-dessous, sont rendues obligatoirement payables par virements de banque :

1° — Les dépenses supérieures à 3.000 frs. en ce qui concerne les fournisseurs;

2° — Les dépenses supérieures à 6.000 frs. en ce qui concerne la solde des fonctionnaires civils ou militaires.

ART. 2. — Est abrogé l'arrêté n° 310 susvisé du 4 juin 1927.

ART. 3. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} juillet 1939, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 juin 1939.
L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 332 fixant le maximum des dépenses pouvant être payées par mandats-cartes postaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 18 mai 1939 autorisant le règlement par virements de banque et par chèque des dépenses et des créances de l'Etat, de la colonie et des collectivités et des établissements publics, notamment en son article 7;

Vu l'arrêté n° 330 en date du 18 juin 1939 promulguant dans le territoire du Togo le décret susvisé du 18 mai 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dépenses de l'Etat, du Territoire, des communes et des établissements publics n'excédant pas 1.500 frs. peuvent être payées aux frais des intéressés par mandats-cartes postaux dans les conditions fixées par l'article 7 du décret susvisé en date du 18 mai 1939.

ART. 2. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} juillet 1939 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 juin 1939.
L. MONTAGNÉ.

Dépôts d'hydrocarbures

ARRETE N° 338 fixant les localités où peuvent être créés des dépôts spéciaux d'hydrocarbures destinés à l'avitaillement des aéronefs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo placé sous mandat français;

Vu l'arrêté n° 322 du 15 juin 1937 exemptant de la taxe d'importation, de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice les hydrocarbures destinés à l'avitaillement des aéronefs;

Vu l'avis du chef du service des douanes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Lomé est la seule localité du Territoire où peuvent être créés des dépôts spéciaux d'hydrocarbures destinés à l'avitaillement des aéronefs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juin 1939.
L. MONTAGNÉ.

Voirie municipale de Lomé

ARRETE N° 340 rattachant le service de la voirie municipale à la subdivision des travaux publics du sud.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo;

Vu l'arrêté du 8 juin 1935 réglementant les permis de construction, l'hygiène, l'urbanisme, la voirie dans les centres urbains du Togo;

Vu l'arrêté du 23 février 1938 portant organisation et fixant les attributions du service des travaux publics et des transports du territoire du Togo;

Sur la proposition de l'administrateur-maire de Lomé et du chef du service des travaux publics et des transports;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La voirie municipale de Lomé est rattachée à la subdivision des travaux publics du sud.

ART. 2. — Le chef de la subdivision des travaux publics du sud est nommé agent voyer de la ville de Lomé.

ART. 3. — Il relève en ce qui concerne ces fonctions de l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé.

ART. 4. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} juillet 1939 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juin 1939.
L. MONTAGNÉ.

Office de placement

DECISION MUNICIPALE N° 4 créant un office de placement de la main-d'œuvre.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR-MAIRE DE LA COMMUNE MIXTE DE LOMÉ,

Vu l'arrêté n° 577 en date du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution, le fonctionnement, le régime financier et administratif des communes mixtes du Togo, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 en date du 20 novembre 1932, créant la commune-mixte de Lomé, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu la lettre n° 1163 en date du 16 juin 1939 de M. le Commissaire de la République;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à la mairie de Lomé, un office de placement pour les travailleurs manuels et intellectuels.

ART. 2. — Cet office sera dirigé par l'adjoint au commandant de cercle qui centralisera toutes les demandes et se tiendra en contact permanent avec les employeurs et organismes susceptibles de s'intéresser au marché de travail.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juin 1939.

GRADASSI.

Approuvé :

*Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République au Togo,
L. MONTAGNÉ.*

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPEEN

Nominations

Par décret en date du 16 mai 1939, rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été nommés dans le personnel des administrateurs des colonies :

A l'emploi d'administrateur en chef des colonies

M. M.

Gaudillot (Henri-François), administrateur de 1^{re} classe des colonies.

Par décret du 2 mai 1939 :

Sont nommés administrateurs-adjoints de 3^e classe des colonies, pour compter de la veille du jour de leur embarquement à destination de leur colonie d'affectation :

M. M.

Menez (Raymond), adjoint des services civils du Cameroun.

Affectations

Par arrêté ministériel du 9 mai 1939 :

Les administrateurs-adjoints de 3^e classe des colonies dont les noms suivent sont mis, pour compter de la veille du jour de leur embarquement, à la disposition :

5^o — *Du Commissaire de la République au Togo :*
M. Menez.

Classement

Liste de classement des candidats susceptibles d'obtenir le grade d'ingénieur adjoint (spécialité : travaux publics) du cadre général des travaux publics et des mines des colonies, établie à la suite du concours professionnel (session 1938).

M. M.

Thivolle (Henri).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPEEN

Affectations

Par arrêté n° 315 du :

13 juin 1939. — M. Réhart Adolphe, commissaire principal de police, directeur de la police du Terri-

toire et directeur de la prison de Lomé, remplira ces fonctions cumulativement et provisoirement avec celles de commissaire de police de Lomé.

M. Deckon Cosme, inspecteur auxiliaire de police de 3^e classe des cadres locaux du Togo, en service à la direction de la police à Lomé, est nommé provisoirement aux fonctions de surveillant-chef de la prison de Lomé, ainsi qu'à celles de porteur de contraintes pour la ville de Lomé.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la police, l'inspecteur auxiliaire de police Deckon Cosme remplira les fonctions de commissaire de police de Lomé pour toutes les affaires d'ordre administratif et de justice indigène, ainsi que celles d'huissier pour la ville de Lomé.

Par décisions des :

26 juin 1939. — Le capitaine d'infanterie coloniale Borne, détaché hors cadres au Togo, débarqué à Lomé le 21 juin 1939 par s/s « *Touareg* », commandant d'armes de la place de Lomé, est nommé commandant des forces de police du Togo, chef du bureau militaire, du secrétariat permanent de la défense du Territoire et chargé du service de l'éducation physique et des sports, en remplacement du capitaine Le Port de l'infanterie coloniale, rapatriable.

La passation de service aura lieu le 1^{er} juillet 1939.

28 juin 1939. — M. Mouragues, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, chef du cabinet du Commissaire de la République, est nommé administrateur-maire et commandant de cercle de Lomé, pendant l'absence du titulaire.

Il est chargé en outre des fonctions de président du tribunal du 2^e degré de Lomé et des fonctions de chef du service de l'inscription maritime.

M. Valentin, administrateur-adjoint des colonies, attaché au cabinet du Commissaire de la République, est nommé chef du cabinet du Commissaire de la République.

29 juin 1939. — M. Gaudillot, administrateur en chef des colonies, attendu par paquebot « *Canada* » du 6 juillet 1939, reprendra les fonctions de commandant de cercle d'Atakpamé dont il est titulaire.

Il est nommé en outre président du tribunal du 2^e degré d'Atakpamé.

Commissions de classement

Par décision n° 445 du :

26 juin 1939. — Les différentes commissions de classement du personnel européen des cadres locaux du Togo régis par les arrêtés des 2 et 5 octobre 1933 et du 9 mars 1938 se réuniront sur la convocation de leur président dans les bureaux du Commissariat de la République en vue d'établir le tableau d'avancement dudit personnel pour le 2^e semestre 1939.

Les commissions sont composées de la façon suivante :

Pour toutes les commissions

M. Gradassi, administrateur en chef des colonies	Président
M. M. L'administrateur-adjoint des colonies chef de cabinet,	Membres
Berard, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances,	
de Guise, adjoint des services civils,	
	secrétaire

Services civils

M. M. Perret, adjoint principal hors classe,
Lauqué, adjoint principal de 1^{re} classe.

Enseignement

M. Siro, chef du service de l'enseignement;
M^{me}. Patanchon, institutrice principale de 1^{re} classe;
M. Nouvel, inspecteur de 1^{re} classe du chemin de fer.

Agriculture

M. Le chef du service de l'agriculture ou son délégué;
M.M. Fontaine, conducteur en chef de 2^e classe;
Wallon, comptable de 1^{re} classe.

Travaux publics

M. Le chef du service des travaux publics;
M.M. Horard, chef ouvrier d'art hors classe,
Stoll René, chef ouvrier d'art de 3^e classe.

Chemin de fer

M. Le chef du service des T. P. et des transports;
M.M. Tessier Paul, chef ouvrier d'art hors classe;
Lugan, chef de gare hors classe.

PERSONNEL INDIGÈNE*Amnistie**Réintégration*

Par arrêté n° 320 du :
15 juin 1939. — L'ex-commis de 8^e classe des P. T. T. Germa Bernard, bénéficiaire du décret d'amnistie du 5 décembre 1937, est réintégré dans le cadre local indigène du Togo.

Le commis de 8^e classe des P. T. T. Germa Bernard conserve dans son grade actuel une ancienneté de 1 an 7 mois 27 jours.

Par arrêté n° 328 du :

18 juin 1939. — Sont réintégrés à compter du 1^{er} juillet 1939 dans le cadre local indigène du Togo les ex-agents ci-après désignés bénéficiaires du décret d'amnistie du 5 décembre 1937 :

Géraldo Laminou, instituteur auxiliaire de 2^e classe,
Quenum Joseph, moniteur de 3^e classe,
Amoussou Pierre, moniteur de 5^e classe.

L'instituteur auxiliaire Géraldo Laminou conserve dans son grade actuel une ancienneté de 1 an 4 mois 25 jours.

Le moniteur Quenum Joseph conserve dans son grade actuel une ancienneté de 4 ans 7 mois.

Le moniteur Amoussou Pierre conserve dans son grade actuel une ancienneté de 2 ans 2 mois 7 jours.

Commissions de classement

Par décision n° 447 du :

26 juin 1939. — Les différentes commissions de classement du personnel indigène des cadres locaux du Togo régis par les arrêtés des 24 mars et 1^{er} mai 1934 se réuniront sur la convocation de leur président aux bureaux du Commissariat de la République en vue d'établir le tableau d'avancement dudit personnel pour le 2^e semestre 1939.

Ces commissions sont composées de la façon suivante :

Pour toutes les commissions

M. Gradassi, administrateur en chef des colonies

M.M. L'administrateur-adjoint des colonies,
chef de cabinet,
de Guise Félix, adjoint des services civils,

Le commis d'administration chargé du personnel indigène

Président

Membres

Secrétaire

Enseignement

M. Le chef du service de l'enseignement.

a) Instituteurs (enseignement officiel).

M.M. Freitas Paulin, instituteur-adjoint,
Wilson Jean, instituteur-adjoint.

b) Moniteurs (enseignement officiel).

M.M. Amah Moorhouse, moniteur,
Johnson David, moniteur.

Enseignement privé

R. P. Riegert, directeur des écoles Catholiques,
M.M. Nouvelon, directeur des écoles Protestantes,
Agbobi Emmanuel, moniteur (M.C.),
Ahyee Jacques, moniteur (M.E.).

Douanes

M.M. Le chef du service des douanes
Armerding Stephan, commis des douanes,
André Daniel, préposé des douanes.

P. T. T.

M. Le chef du service des P. T. T.

a) Commis.

M.M. Kagni Karl, commis principal des P. T. T.;
Bocovi Ambroise, commis H. C. des P. T. T.

b) Surveillants et facteurs.

M.M. Ajavon Joseph, facteur chef des P. T. T.
Amedowokpo, surveillant des P. T. T.

Santé

M. Le chef du service de santé.

a) Aide-médecins.

M.M. Evenamedé Pierre, aide-médecin,
Amegnigan Urbain, aide-médecin.

b) Infirmiers.

M.M. Sodji Florence, infirmier-major,
Amoussou Gervais, infirmier-major.

c) Gardes d'hygiène.

M.M. Lafonekou Samson, brigadier-chef,
Viotey Frantz, brigadier-chef.

Commis d'administration

M.M. Dossou Augustin, commis d'administration principal,
Adjivon Séverin, commis d'administration principal.

Interprètes

M.M. Chardey Francis, interprète principal,
Ahamada Jérôme, interprète principal.

Plantons

M.M. Achade Pierrot, brigadier planton de 1^{re} classe,
Orogbo Jean, brigadier planton de 1^{re} classe.

Travaux publics

M. Le chef du service des travaux publics et des transports.

M.M. Amadou Moïse, maître ouvrier,
Kpodar Assiongbor, maître ouvrier.

Mécaniciens conducteurs

M. Le chef du service des travaux publics et des transports.

M.M. Latevi Tèvi, mécanicien-conducteur principal,
Latecoue L. Lawson, mécanicien-conducteur principal.

Personnel des chemins de fer et du wharf

M. Le chef du service des travaux publics et des transports.

M.M. Adekambi Michel, maître ouvrier,
Mensah Joseph, chef de station.

Canotiers

M.M. Dognon Edo, maître principal,
Amétépé James, quartier-maître.

Agriculture

M.M. Le chef du service de l'agriculture,
Samson Anatole, moniteur de l'agriculture,
Mensah Joseph, moniteur de l'agriculture.

DIVERS**Affaires courantes**

Par arrêté n° 344 du :

28 juin 1939. — M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, est chargé de l'expédition des affaires courantes et délégué pour la signature des pièces comptables du budget local durant l'absence du Commissaire de la République en tournée jusqu'au 4 juillet 1939.

Assurances

Par arrêté n° 342 du :

27 juin 1939. — M. Trosselly Antoine, agent fondé de pouvoirs de la Société Commerciale de l'Ouest Africain, est agréé comme représentant de la « General Accident Corporation Ltd ».

Boissons alcooliques

Par décision n° 434 du :

22 juin 1939. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo des boissons alcooliques ci-après :

Whisky Spécial Old Réserve de la maison Scott, de Glasgow — Cognac Trois Etoiles de la maison J. G. Monnet de Cognac — Whisky Osprey (fine Old Scotch) de la maison Donald Macrac, d'Edimbourg — Whisky Queen Anne de la maison Hill Thomson, d'Edimbourg.

Construction d'un bâtiment d'exploitation à la gare de Grand-Bè**Enquête de commodo et incommodo**

Par arrêté n° 322 du :

16 juin 1939. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte au sujet de l'incorporation aux emprises de la gare de Grand-Bè, d'une parcelle de terrain d'une surface de 1 are 87 centiares, destinée à la construction d'un nouveau bâtiment d'exploitation.

L'adjoint au commandant de cercle de Lomé est désigné comme commissaire-enquêteur.

Le plan et renseignements nécessaires seront déposés au bureau du cercle de Lomé pendant un mois à partir du 1^{er} juillet 1939 pour être communiqués de 8 h. à 11 h. et de 15 h. à 17 h., tous les jours non fériés aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

Avis de ce dépôt et du point de départ du délai d'un mois est donné au préalable par voie d'affichage.

Un registre d'enquête sera déposé dans chaque cercle et restera ouvert pendant toute la durée du dépôt pour recevoir les réclamations et dire des intéressés.

A l'expiration du délai d'un mois le dossier comprenant toutes les pièces sera soumis au Commissaire de la République qui statuera.

Culture du caféier

Par décision n° 429 du :

16 juin 1939. — Des subventions sont accordées aux Sociétés Indigènes de Prévoyance ci-après désignées pour le développement de la culture du caféier :

S. I. P. de Tsévié, trente mille francs (30.000 frs.),
S. I. P. d'Anécho, quarante mille francs (40.000 francs).

S. I. P. de Klouto, soixante six mille francs (66.000 francs).

S. I. P. d'Atakpamé, soixante quatre mille francs (64.000 francs).

La dépense correspondante fera l'objet d'un prélèvement sur le « Compte spécial du café ».

Dépôts d'hydrocarbures

Par décision n° 441 du :

23 juin 1939. — La maison U. A. C. est autorisée à créer à Lomé un dépôt spécial d'hydrocarbures destinés à l'avitaillement des aéronefs.

Enseignement**Commission d'examen**

Par décision n° 440 du :

22 juin 1939. — La commission chargée de faire passer l'examen en vue de l'obtention du diplôme de sortie du cours complémentaire, composée de :

M. Siro, chef du service de l'enseignement, *Président*
M.M. Sanson, administrateur-adjoint des colonies,

Ajavon Emmanuel, membre de la commission municipale, désigné par l'administrateur-maire,

Thomas, directeur du cours complémentaire de Lomé,
Capelier, chef du secteur scolaire de Lomé,

Mme Patanchon, directrice de l'école européenne,

se réunira le 3 juillet à 7 h. 30 dans les locaux du cours complémentaire pour y faire subir les épreuves de l'examen du diplôme de sortie du cours complémentaire.

Certificat de fin d'études primaires élémentaires (Ecole européenne de Lomé)**Session de 1939**

Liste des candidats admis classés par ordre alphabétique.

1 — Gbedey Samuel, 3 — Sanson Janine,
2 — Roussel Léone, 4 — Venance Angèle.

Interdiction de séjours — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 326 du :

17 juin 1939. — Le nommé Koffi dit Agbétofo, né à Lomé vers 1918, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Lomé pour la durée fixée par le jugement du 4 octobre 1937 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

Le nommé Agbavoin, né à Vokoutimé (cercle d'Anécho) vers 1895, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho pour la durée fixée par le jugement du 13 novembre 1937 du tribunal criminel de Lomé.

Le nommé da Sylveira, Kodjo Michel, né à Lomé vers 1919, est astreint à la résidence obligatoire dans

le cercle de Lomé pour la durée fixée par le jugement du 28 juin 1937 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

Le nommé Adoté Kpakpo, né à Baguida (cercle de Lomé) vers 1911, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Lomé pour la durée fixée par le jugement du 18 juin 1938 du tribunal du 1^{er} degré de Palimé.

Le nommé Anni Abévi, né à Anécho vers 1910, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho pour la durée fixée par le jugement du 18 juin 1938 du tribunal du 1^{er} degré de Palimé.

Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant 5 ans, durée fixée par le jugement en date du 16 juillet 1936 du tribunal du 1^{er} degré d'Atakpamé, au nommé de Souza Julien, né vers 1915 à Ouidah (Dahomey).

Le nommé Douhadjji Migbédémawo, né à Anfoin (cercle d'Anécho) vers 1912, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho pour la durée fixée par le jugement du 9 juillet 1938 du tribunal du 1^{er} degré de Palimé.

Le nommé Kokou Noumovi, né à Nuatja (cercle d'Atakpamé) vers 1907, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Atakpamé pour la durée fixée par le jugement du 18 février 1939 du tribunal du 1^{er} degré de Palimé.

Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant un an, durée fixée par le jugement du 22 août 1938 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé au nommé Adoté, Bernard, Kouadjo, né vers 1910 à Athiémé (cercle du Mono — Dahomey).

Produits pharmaceutiques

Par arrêté n° 317 du :

14. juin 1939. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 : « Capsicum Paste ».

Par arrêté n° 335 du :

20 juin 1939. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 : « Phaguryl ».

Protection et usage des voies publiques

Par décision n° 424 du :

14 juin 1939. — Sont commissionnés à l'effet de constater les infractions à la réglementation sur la protection et l'usage des voies publiques et les transports automobiles au territoire du Togo, les fonctionnaires dont les noms suivent :

M. M. Venault, ingénieur-adjoint de 4^e classe des travaux publics des colonies.

Stoll, chef ouvrier d'art de 3^e classe des travaux publics du Togo.

Préalablement à toutes constatations, ces fonctionnaires prêteront serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Rôles

Par arrêté n° 336 du :

23 juin 1939. — Sont approuvés et rendus exécutoires certains rôles de l'exercice 1939 dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme de trente deux mille cent soixante quatorze francs soixante dix sept centimes :

No	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
149 RS	Trésor	Patentes	1.800,—	
		Centimes additionnels	90,—	1.890,—
150 RS	Anécho	Impôt personnel et taxe additionnelle	1.006,25	
		Rachat prestations	120,—	1.126,25
151 RP	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis	666,10	666,10
152 RP	Atakpamé	Impôt personnel et taxe additionnelle	9.839,75	
		Rachat prestations	600,—	10.439,75
153 RS	—	Impôt personnel et taxe additionnelle	1.168,—	
		Rachat prestations	200,—	1.368,—
154 RP	—	Impôt personnel et taxe additionnelle	2.475,50	
		Rachat prestations	280,—	2.755,50
155 RP	Palimé	Impôt personnel et taxe additionnelle	5.364,17	
		Rachat prestations	360,—	5.724,17
156 RS	—	Patentes	7.505,—	
		Licences	700,—	8.205,—
			32.174,77	32.174,77

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 22 juin 1939.

Santé publique

Par arrêté n° 339 du :

23 juin 1939. — Aucun nouveau cas de fièvre jaune n'ayant été signalé en Gold Coast (Kéta) depuis le 3 juin 1939, les arrêtés nos 285 et 286 du 3 juin 1939 sont abrogés à compter du 23 juin 1939 à 24 heures.

Société

Par arrêté n° 337 du :

23 juin 1939. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création

d'une société dénommée « Etat-Fort » dont le siège est à Anécho et dont le but est d'encourager la pratique de la Musique et des Sports.

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Surveillance des prix

Comité de surveillance des prix

Séance du 17 juin 1939

Ciment 125 francs le baril

Prix de gros de diverses marchandises

			3 Juin	10 Juin
Farine de consommation	Paris	100 kgs.	316,—	316,—
Avoines	—	—	77,25	76,62
Seigles de Beauce (départ)	—	—	102,50	103,50
Orge de Beauce (départ)	—	—	90,—	93,50
Maïs Indochine	Marseille	—	118,25	123,75
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	100,—	85,83
Riz, Saigon n° 1	Le Havre	—	132,50	130,50
Pâtes alimentaires, 1 ^{er} choix	Lyon	—	615,—	615,—
Bœuf 1 ^{er} — qualité	La Villote	kg.	11,60	11,30
2 ^e — qualité	—	—	10,40	10,—
Veau 1 ^{er} — qualité	—	—	16,60	15,—
2 ^e — qualité	—	—	14,90	13,—
Mouton 1 ^{er} — qualité	—	—	20,10	19,10
2 ^e — qualité	—	—	16,40	15,40
Porc 1 ^{er} — qualité	—	—	13,86	13,72
2 ^e — qualité	—	—	13,—	12,58
Vin rouge, Béziers 9°	—	Le degré hectol.	16,40	—
Beurres Charente, Poitou	Paris	kg.	21,83	22,75
Normandie, (centr.)	—	—	21,20	22,45
Fromages Comté	—	—	11,50	10,08
Port-salut	—	—	9,—	8,—
Huile arachide supérieure	Marseille	100 kgs.	562,50	562,50
Huile d'olive Tunisie	—	—	—	—
Sucre Blanc n° 3	Paris	—	341,75	337,57
Raffiné	Lyon	—	652,50	627,50
Café Santos good à l'entrepôt	Le Havre	50 kgs.	223,75	226,25
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt	—	—	192,—	192,—
Fonte de moulage n° 3	Baso Longwy	la tonne	626,75	626,75
Aciers marchands	Paris	100 kgs.	169,70	169,70
Cuivre en lingots	Le Havre	—	1.000,—	992,—
Etain Détroits	—	—	4.810,—	4.740,—
Plomb, marques ordinaires	—	—	346,—	342,—
Zinc, bonnes marques	Le Havre ou Paris	—	345,—	344,—
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord	—	la tonne	184,85	184,85
Coton américain	Le Havre	50 kgs.	445,50	444,50
Laine peignée	Roubaix	kg.	34,80	34,10
Lin de Russie C. A. F. ports français	—	100 kgs.	1.590,91	1.609,09
Chanvre indigène, Anjou, Sarthe	—	—	719,70	719,70
Jute First mark, C. A. F. ports français	—	—	482,83	464,65
Soie grège Cévennes	Lyon	kg.	232,50	232,50
Peaux de Bœufs moyens	Paris	50 kgs.	324,82	324,82
bœufs Rio de Janeiro, salés	Le Havre	—	245,—	245,—
Cuir à semelle	Paris	kg.	41,50	41,—
Suif indigène	—	100 kgs.	285,35	282,83
Alcool dénaturé	—	hectolitre	380,—	380,—
Carbonate de soude	—	100 kgs.	100,—	100,—
Nitrate de soude synthétique	Dunkerque	—	134,50	134,50
Benzol	Paris	—	297,12	297,12
Bois de Sapin madrier	—	le mètre	10,10	10,10
charpente Chêne	—	le m3.	676,77	676,77
Caoutchouc	—	kg.	14,25	14,30
Savon blanc extra 72%	Marseille	100 kgs.	335,—	335,—
Sulfate de cuivre	Bordeaux	—	295,—	295,—
Ciment Portland artificiel	Départ usine	la tonne	310,70	310,70

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Concours professionnel pour le grade d'ingénieur adjoint météorologiste

LE MINISTRE DES COLONIES

Vu le décret du 29 avril 1929 portant création d'un service météorologique colonial;

Vu le décret du 7 mai 1938 portant réorganisation du personnel du service météorologique des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'examen professionnel prévu par l'article 7 du décret du 7 mai 1938, qui permet aux assistants météorologistes principaux du cadre général des colonies et aux météorologistes principaux des cadres locaux des colonies d'accéder au grade d'ingénieur adjoint météorologiste du cadre général des colonies, a lieu simultanément à Paris, pour les candidats présents en France, et dans les chefs-lieux des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat pour les candidats en service outre-mer.

Un arrêté du ministre des colonies fixe la date de l'examen qui est annoncée six mois avant la date des épreuves.

ART. 2. — Les demandes d'inscription sont adressées :

Pour les candidats présents en France directement et sous pli recommandé, dont il leur est immédiatement accusé réception, au ministère des colonies (direction du personnel et de la comptabilité, 4^e bureau).

Pour les candidats en service aux colonies et aux territoires, par la voie hiérarchique, au gouverneur ou au gouverneur général de la colonie de résidence, selon les cas.

Toutes les demandes doivent être formulées sur papier timbré dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'arrêté annonçant l'ouverture du concours a été publié au *Journal officiel* de la République française. Elles doivent être immédiatement transmises à l'autorité compétente et doivent parvenir à Paris deux mois avant la date des épreuves.

ART. 3. — Chaque demande est accompagnée :

1^o — D'un rapport des ingénieurs du service auquel l'agent est attaché et des chefs hiérarchiques. Ce rapport contient une appréciation détaillée des aptitudes spéciales et des services rendus. Ceux-ci sont évalués par une note de 0 à 20 donnée par le chef de la colonie.

Pour prendre part aux épreuves, les candidats doivent compter deux années au moins de services effectifs aux colonies, dans les cadres locaux des météorologistes ou dans le cadre général en qualité d'assistant météorologiste;

2^o — D'un état signalétique et des services militaires ou d'une note établie par l'autorité militaire et précisant les raisons d'exemption;

3^o — D'un relevé détaillé des services civils;

4^o — D'un état des diplômes ou titres universitaires.

Les candidats auteurs de recherches ou de travaux scientifiques originaux doivent, en vue de l'établissement de la note donnée par le comité de clas-

sement, joindre à leur demande pour prendre part à l'examen, un mémoire sur leurs recherches ou travaux scientifiques.

ART. 4. — La liste des candidats admis à concourir est arrêtée par le ministre deux mois après la clôture des inscriptions.

Elle est publiée au *Journal officiel* de la République française.

Les noms qui y figurent sont immédiatement signalés par câblogramme aux administrations intéressées qui notifient la décision ministérielle aux candidats admis à concourir.

ART. 5. — Les épreuves de l'examen professionnel portent sur les matières suivantes :

Généralités. — Forme et constitution de l'écorce terrestre. Mesures de l'intensité de la pesanteur. Densité. Composition de la croute terrestre. Température. Isostasie. Rigidité du globe terrestre.

Météorologie. — Actinométrie. Température. Pression. Mouvements de l'air atmosphérique. L'eau dans l'atmosphère. Perturbations. Matériel d'observation. Sondages aérologiques. Cartes synoptiques. Méthodes de prévision.

Séismologie. — Observations directes. Lignes isoséistes. Foyer. Direction et intensité des secousses. Cause des tremblements de terre. Etude microsismique. Séismographes. Ondes séismiques. Détermination des épicentres. Agitation microsismique. Prévision des tremblements de terre.

Magnétisme et électricité terrestre. — Champ magnétique terrestre. Déclinaison. Inclinaison. Composante horizontale.

Appareils. — Mesures magnétiques. Réseaux et cartes magnétiques. Anomalies locales. Variations périodiques. Perturbations et orages magnétiques : leurs causes. Champ électrique terrestre. Variations. Dispositifs de mesure. Conductibilité. Ionisation. Décharges orageuses. Parasites atmosphériques. Courants telluriques. Radio-activité atmosphérique et terrestre. Aurores boréales.

Océanographie physique. — Mesure de la température et de la salinité des eaux de la mer. Méthodes de détermination de la profondeur de l'océan. Vagues. Barres. Houles. Marées. Raz de marée, sèches et marées de tempête. Courants marins.

Volcanologie. — Différents types d'éruptions volcaniques. Nuées ardentes. Fumerolles. Laves. Roches éruptives et volcaniques. Procédés d'observation de l'activité d'un volcan. Analyse des gaz. Détermination des roches. Répartition des volcans sur le globe terrestre. Les volcans des colonies françaises.

Hydrologie. — Sources. Eaux sauvages. Eaux canalisées. Mesure des débits solides et liquides des eaux courantes. Déplacement des estuaires. Régime des cours d'eau dans les colonies françaises. Lacs. Lagunes. Eaux souterraines.

La prospection géophysique du sous-sol. — Notions générales relatives aux méthodes magnétiques, électrique, sismique et de gravitation.

ART. 6. — Pour arriver à une appréciation exacte et comparative du mérite des candidats, il est attribué à chacune des compositions une note numérique comprise entre 0 et 20, chaque composition étant appréciée séparément par chaque membre d'une commission centrale d'examen nommée par le ministre.

La moyenne arithmétique des notes données séparément par les correcteurs pour chaque composition, constitue la note finale de cette composition.

La commission centrale qui se réunit au ministère des colonies, donne les sujets des trois compositions qui sont les mêmes pour tous les centres. Elle procède à leur correction, arrête les notes attribuées aux candidats, puis les transmet au président d'un comité de classement nommé par le ministre et dont la composition est la suivante :

L'inspecteur général des travaux publics, président avec voix prépondérante.

Un inspecteur général ou inspecteur des colonies désigné par le directeur du contrôle.

Un membre de l'enseignement supérieur scientifique.

Un délégué du chef du personnel du grade de sous-directeur ou, à défaut, de chef de bureau.

L'inspecteur général, chef du service météorologique.

Un ingénieur météorologiste des colonies.

Ce comité est chargé de donner à chaque candidat une note s'ajoutant au total des points des trois compositions et déterminée de la façon suivante :

1^o — Une note d'appréciation générale, évaluée de 0 à 20, sur la manière de servir et les aptitudes spéciales, d'après le rapport des chefs hiérarchiques, prévu à l'article 2 (§ 1^{er});

2^o — Une note évaluée de 0 à 20, pour les travaux et recherches scientifiques;

3^o — Une note évaluée de 0 à 10, pour les titres universitaires.

La somme de ces trois notes est divisée par le coefficient 2,5.

Le quotient ainsi obtenu forme la note unique devant être ajoutée aux notes des trois compositions pour former le nombre définitif de points attribués à chaque candidat.

Est alors dressée par le comité de classement fixé ci-dessus, d'après le nombre de points obtenus par chaque candidat, la liste de classement des météorologistes principaux des cadres locaux et des assistants météorologistes du cadre général pouvant obtenir le grade d'ingénieur adjoint météorologiste du cadre général des colonies.

Nul ne peut être inscrit sur cette liste s'il n'a obtenu les deux tiers du nombre maximum des points que comporte l'ensemble des épreuves et des points attribués par le comité de classement et au moins la note 10 pour chaque épreuve écrite.

La liste de classement, par ordre de mérite, des candidats définitivement admis est publiée au journal officiel de la République française et au journal officiel des colonies intéressées. Cette liste constitue le tableau de nomination à l'emploi d'ingénieur-adjoint. Les nominations ont lieu dans l'ordre du tableau qui est valable jusqu'à épuisement.

ART. 7. — Aucun candidat ne peut subir plus de trois fois l'examen professionnel.

L'administration prend les mesures d'ordre nécessaires pour assurer la sincérité des épreuves. Toute fraude dûment constatée donne lieu à la radiation du candidat par le ministre et à l'exclusion définitive de tout examen ou concours ultérieur, sans préjudice des mesures disciplinaires qui peuvent être prononcées contre lui et des peines dont il est passible en vertu des lois réprimant les fraudes dans les examens et concours publics.

Fait à Paris, le 28 avril 1939.

Georges MANDEL.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 29 avril 1929, portant création d'un service météorologique colonial;

Vu le décret du 7 mai 1938 portant réorganisation du personnel du service météorologique des colonies;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 1939 réglementant l'examen professionnel prévu par l'article 7 du décret du 8 mai susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les épreuves de l'examen professionnel à faire subir aux assistants météorologistes principaux du cadre général des colonies et aux météorologistes principaux des cadres locaux pour l'obtention du grade d'ingénieur météorologiste adjoint des colonies commenceront le lundi 11 décembre 1939.

ART. 2. — Les dossiers des candidats devront parvenir à Paris, sous la forme et dans les délais prévus aux articles 2 et 3 de l'arrêté ministériel du 28 avril 1939.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié aux *Journaux officiels* des colonies, protectorats et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 8 mai 1939.

Georges MANDEL.

DEPECHE N° 796 mèt.

Paris, le 20 mai 1939.

LE MINISTRE DES COLONIES,

A Monsieur le Commissaire de la République au Togo.

Un arrêté du 8 mai 1939 (Journal Officiel du 11 mai 1939) qu'il vous est prescrit de publier au Journal Officiel de votre colonie, a prévu que les épreuves de l'examen professionnel à faire subir aux assistants météorologistes principaux, candidats au grade d'ingénieur météorologiste adjoint des colonies s'ouvriront le 11 décembre 1939.

La date limite pour le dépôt des demandes est fixée au 28 août 1939.

Les dossiers des candidats doivent me parvenir par votre intermédiaire avant le 9 octobre 1939.

Les candidats devront, notamment, produire un certificat de nationalité attestant qu'ils sont français, nés de parents français ou naturalisés; dans ce dernier cas, le certificat devra porter la date du décret de naturalisation.

Vous voudrez bien veiller à ce que le dossier de chaque candidat contienne les pièces désignées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 28 avril 1939 et soit transmis dans les délais prévus ci-dessus.

Il est inutile de transmettre les demandes des candidats qui ne remplissent pas les conditions d'ancienneté exigées.

Ci-joint, pour les candidats :

1^o — Le texte d'une notice sur la date de l'examen et le dossier à fournir.

2^o — Un modèle de chemise de dossier.

Vous voudrez bien me faire connaître, par retour du courrier-avion, les noms et adresses des candidats possibles actuellement présents en France.

Je vous prie, en outre, de faire publier en temps utile la présente dépêche dans le *Journal Officiel* de votre colonie pour servir d'avis aux intéressés.

Pour le ministre des colonies et p. o.

L'inspecteur général des ponts et chaussées
inspecteur général

des travaux publics des colonies p. o.

Signé : JACQUINOT.

NOTICE à l'usage des assistants météorologistes ou assimilés, candidats à l'emploi d'ingénieur météorologiste adjoint des colonies.

Un examen professionnel pour les assistants météorologistes principaux des colonies ou pour les météorologistes principaux du cadre local désirant obtenir le grade d'ingénieur météorologiste adjoint des colonies, commencera le 11 décembre 1939, dans les conditions

fixées par l'arrêté du 8 mai 1939 (J. O. R. F. du 11 mai 1939).

Cet examen comportera trois épreuves écrites de 3 heures chacune sur des questions du programme fixé par l'article 5 de cet arrêté.

Le dossier du candidat devra être contenu dans une chemise du modèle joint à cette notice et contenir les pièces indiquées au dos de cette chemise. Il devra être déposé avant le 28 août 1939.

DÉPARTEMENT OU COLONIES

MINISTÈRE DES COLONIES

ANNÉE 1939

Examen professionnel pour l'accèsion au grade d'ingénieur météorologiste adjoint des colonies

Nom Prénoms (3)
 Né à Département le
 Service Résidence
 Adresse exacte :
 Date de la nomination à l'emploi d'assistant météorologiste des colonies ou de météorologiste du cadre local.
 Service militaire accompli du au
 Centres où le candidat préférerait être convoqué pour subir les épreuves écrites :
 Vu et transmis après vérification à M. le (2)
 le 1939 Transmis avec avis (4) à Monsieur le Ministre des Colonies
L'Ingénieur (Chef du Service) le 1939
 Le (2)

Voir au dos de la 4^{ème} page l'énumération des pièces produites.

(2) — Le préfet du département, le gouverneur ou le gouverneur général de la colonie ou du groupe de colonies où réside le candidat

(3) — Souligner le prénom donné habituellement.

(4) — Favorable ou défavorable — L'avis défavorable devra être justifié par un rapport spécial.

PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT

NUMÉRO D'ORDRE DES PIÈCES	DÉSIGNATION DES PIÈCES	OBSERVATIONS
1	Note certifiée par l'autorité militaire et faisant connaître les services militaires du candidat.	
2	Extrait du registre matricule ou relève depuis l'origine de la situation administrative de l'agent accompagné de la mention de ses titres universitaires.	
3	Certificat attestant que le candidat est physiquement apte à remplir les fonctions d'ingénieur météorologiste.	
4	Demande d'admission sur papier timbré.	
5	Rapport des chefs hiérarchiques.	
6	Mémoire des chefs hiérarchiques sur la situation de l'agent au point de vue de ses droits à pension.	
7	Engagement d'accepter un poste dans un service météorologique et de physique du globe des possessions françaises relevant du ministère des colonies.	

NOTA. — Il suffira de barrer en rouge, parmi les pièces indiquées ci-dessus, celles que le candidat n'aurait pas fournies; mais il importe, pour faciliter la vérification du dossier, de laisser aux autres pièces les numéros qui leur ont été donnés ci-dessus.

STATIONS THERMALES ET MINÉRALES DE FRANCE

Autorisées pour le traitement des fonctionnaires coloniaux et du personnel de l'administration centrale des colonies.

DATE DES DECRETS D'AUTORISATION	ETABLISSEMENTS	OUVERTURE	DUREE OFFICIELLE DU TRAITEMENT
Antérieure au 20 mars 1894 (Création du ministère des colonies)			
22 juillet 1931	Aix Les Bains (Savoie)	du 15 avril au 15 oct.	21 jours
9 octobre 1921	Aix En Provence		—
Antérieure au 20 mars 1894	Alet (Aude)	du 1 ^{er} juin au 31 oct.	—
	H. M. Amélie-les-Bains (Py-Orientales)	toute l'année	45 jours pour les 4 saisons d'été 2 mois pour les 4 saisons d'hiver
		4 janvier au 30 déc.	4 à 6 semaines
J. O. R. F. du 14 juillet 1938	Arcachon (Gironde)		
30 septembre 1911	Audinas-les-Bains (Ariège)	1 ^{er} juin au 15 octob.	21 jours
8 juin 1934	Aulus (Ariège)	10 juin au 20 sept.	—
10 octobre 1894	Aix-les-Thermes (Ariège)	15 mai au 15 octob.	—
30 avril 1902	Bagnères de Bigorre (Htes-Pyr.)	15 juin au 30 sept.	25 jours
30 août 1924	H. M. Bagnoles de l'Orne	19 mai au 28 sept.	21 jours
29 novembre 1929	Barbazan (Hte-Garonne)	15 mai au 15 octo.	—
Antérieure au 20 mars 1894	H. M. Baresges (Htes-Pyr)	10 juin au 9 septem.	—
J. O. R. F. 17 novembre 1938			
Décret du 12 novembre 1938	Biarritz (Basses-Pyr.)		4 à 6 semaines
Décret du 21 juillet 1938	Bourbon-Nancy		4 à 6 semaines
Antérieure au 20 mars 1894	H. M. Bourbonni « Archambault »	15 mai au 30 sept.	21 jours
Antérieure au 20 mars 1894	Bourbonne-les-Bains (Hte-Marne)	26 mai au 25 sept.	—
16 juillet 1913	Brides-les-Bains et Salins Moutiers (Savoie)	15 mai au 30 sept.	—
28 mai 1930	Bussang (Vosges)	15 juin au 15 sept.	—
9 novembre 1926	Capvern (Htes-Pyr.)	25 mai au 30 sept.	—
Antérieure au 20 mars 1894	Cauterets (Htes-Pyr)	15 mai au 30 octo.	—
5 septembre 1902	Chatel-Guyon (Puy-de-Dôme)	15 mai au 30 sept.	—
Antérieure au 20 mars 1894	Contrexeville (Vosges)	20 mai au 20 sept.	—
6 février 1909	H. M. Dax (Landes)	Toute l'année	—
		4 janvier au 30 déc.	—
10 septembre 1920	Eaux Bonnes (B. Pyr)	15 mai au 15 octo.	—
14 août 1926	Encausse-les-Bains (Haute Garonne)	15 mai au 1 ^{er} octo.	—
5 mai 1932	Eugénie-les-Bains (Landes)	1 ^{er} juin au 1 ^{er} oct.	—
9 septembre 1911	Evian-les-Bains (Haute Savoie)	1 ^{er} mai au 15 octo.	—
3 juin 1926	Gignoles (Aude)	Toute l'année	—
9 juin 1913	Korbous (Tunisie)	Toute l'année	—
Antérieure au 20 mars 1894	La Bourboule (Puy-de-Dôme)	15 mai au 30 sept.	—
Antérieure au 20 mars 1894	H. M. Lamalou-les-Bains (Hérault)	15 mai au 31 oct.	—
5 septembre 1903	La Pioule-le-Luc (Var)	Toute l'année	—
Antérieure au 20 mars 1894	La Presle (Pyrénées Orientales)	1 ^{er} mai au 31 octobre	25 jours
24 mars 1896	Le Boulou (Pyrénées Orientales)	toute l'année	21 jours
30 août 1922	Luchon (Hautes Pyrénées)	15 mai au 30 sept.	25 jours
26 mai 1932	Luxeil-les-Bains (Hte-Saône)	15 mai au 15 sept.	21 jours
3 octobre 1919	Martigny-les-Bains (Vosges)	25 mai au 25 sept.	—
7 mai 1925	Miers Alvernac (Lot)	15 juin au 15 octobre	—
7 mai 1925	Mont-Dore (Puy-de-Dôme)	25 mai au 25 sept.	—
25 juin 1912	Nancy (M. et Moselle)	Toute l'année	—
7 juillet 1923	Orezza (Corse)	1 ^{er} juin au 15 sept.	—
25 août 1937	Pau-en-Bearn (B. Pyrénées)		4 à 6 semaines
Antérieure au 10 mars 1894	Plombières-les-Bains (Vosges)	15 mai au 28 sept.	21 jours
Antérieure au 10 mars 1894	Pougues-les-Eaux (Nièvre)	1 ^{er} juin au 30 sept.	—
	Royat (Puy-de-Dôme)	15 mai au 30 sept.	—
11 juillet 1938 (J. O. R. F. du 14 juillet 1938)	Royan (Chte-Inférieure)	15 mai au 1 ^{er} octobre	4 à 6 semaines
14 novembre 1904	St-Gervais (Hte-Savoie)	1 ^{er} juin au 30 sept.	—
J. O. R. F. du 14 juillet 1938	Soulac (Gironde)		—
7 mai 1925	H. M. Saint-Nectaire (Puy-de-Dôme)	25 mai au 14 sept.	21 jours

DATE DES DECRETS D'AUTORISATION	ETABLISSEMENTS	OUVERTURE	DUREE OFFICIELLE DU TRAITEMENT
6 février 1933	Salles du Salat (Hte-Garonne)	1 ^{er} mai au 1 ^{er} nov.	21 jours
15 septembre 1923	Sermaize-les-Bains (Marne)	1 ^{er} juin au 1 ^{er} oct.	—
24 mars 1896	Vals-les-Bains (Ardèche)	25 mai au 30 sept.	—
Antérieure au 24 mars 1894	H. M. Vichy (Allier)	1 ^{er} mai au 26 octobre	—
Antérieure au 24 mars 1894	Vittel (Vosges)	20 mai au 25 sept.	—
Décret du 11 mai 1939	Hauteville (Ain)		Stations pour tu- berculeux.
J. O. R. F. du 15 et 16 mai	Lompries (Ain)		
1939 page 6244	Enval (Puy-de-Dôme)		
	Passy (Hte-Savoie)		

NOTA. — Les établissements dont les noms sont précédés des lettres H. M. possèdent un hôpital militaire où peuvent être admis les fonctionnaires coloniaux sauf ceux appartenant à la catégorie A et B. Les fonctionnaires de tous les grades sont admis à y suivre un traitement externe.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Armée

Extrait B. O. G. — Partie semi-Permanente
Année 1939 p. 959.

TABEAU DE REPARTITION DES CLASSES

1^o — A LA DATE DU 15 AVRIL 1939

Armée active	Classe 1938 (1 ^{re} et 2 ^e fractions).
	Classe 1937 (2 ^e fraction).
En disponibilité et maintenus sous les drapeaux en situation d'activité (1)	Classe 1937 (1 ^{re} fraction).
	Classe 1936 (2 ^e fraction).
En disponibilité dans ses foyers	Classe 1936 (1 ^{re} fraction).
	Classe 1935.
	Classe 1934 (2 ^e fraction).
1 ^{re} réserve	Classe 1934 (1 ^{re} fraction).
	Jusqu'à la classe 1920 inclusivement.
2 ^e réserve	Classe 1919.
	Jusqu'à la classe 1910 inclusivement.
Classe libérée d'obligations militaires restant à la disposition du ministre de la défense nationale et de la guerre pour la défense passive (loi du 11 juillet 1938, article 11)	Classe 1909.

2^o — A LA DATE DU 15 OCTOBRE 1939

Armée active	Classe 1939 (1 ^{re} fraction).
	Classe 1938 (2 ^e et 3 ^e fractions).
En disponibilité et maintenus sous les drapeaux en situation d'activité (1)	Classe 1938 (1 ^{re} fraction).
	Classe 1937 (2 ^e fraction).
En disponibilité dans ses foyers (2)	Classe 1937 (1 ^{re} fraction).
	Classe 1936.
	Classe 1935.
	Classe 1934.
1 ^{re} réserve	Jusqu'à la classe 1920 inclusivement.
2 ^e réserve	Classe 1919.
	Jusqu'à la classe 1911 inclusivement.

La classe 1910 sera libérée définitivement du service militaire le 15 octobre 1939 et restera à cette date à la disposition du ministre de la défense nationale et de la guerre pour la défense passive jusqu'au 15 octobre 1941.

Classe libérée d'obligations militaires restant à la disposition du ministre de la défense nationale et de la guerre pour la défense passive (loi du 11 juillet 1938, article 11)

Classe 1910.
Classe 1909.

Le présent tableau devra être porté par voie d'affiche à la connaissance des militaires des réserves.

(1) — A l'exclusion des sursitaires, omis, ajournés et réformés, rattachés à leur classe d'âge pour leurs obligations d'activité et passés par anticipation dans la disponibilité dans leurs foyers, le 15 avril 1939 ou le 15 octobre 1939.

(2) — Les éléments de la classe 1936/2 et de la classe 1937/1 incorporés à partir du 1^{er} septembre 1937 dans les unités de forteresse passent dans la disponibilité, dans leurs foyers, le 1^{er} septembre 1939.

LISTE

des praticiens libres habilités à exercer leur profession sur toute l'étendue du territoire du Togo

NOMS ET PRENOMS	RESIDENCE	DATE ET PROVENANCE DES DIPLOMES	OBSERVATIONS
Olympio, Pedro	Lomé	Diplôme de docteur en médecine, délivré le 11 août 1926 par la Faculté de Médecine de l'Université de Munich.	Autorisé à exercer la médecine au Territoire par arrêté n° 241 du 10 mai 1937 approuvé par dépêche ministérielle n° 4504-4/s. du 26 juin 1937.

Douanes

Marchandises en dépôt et non déclarées dans les délais légaux

Voir article 43 du décret du 11 novembre 1926 promulgué par arrêté du 30 décembre 1926

N° D'ORDRE	DATE DE LA MISE EN DÉPÔT	NOM DE NAVIRES	PROVENANCE	MARQUES ET N° DES COLIS	ESPECES ET NOMBRES DES COLIS	POIDS	
1936							
12	14. 1. 36	Ft. Lamy	Dunkerque	J. W.	s/n	1 paquet échantillon	5 kgs
26	10. 2. 36	Savoix	Trieste	S/M	s/n	1 pièce planche	15 —
41	15. 4. 36	Ashantian	Liverpool	U. A. C.	—	1 caisse savon	22 —
57	26. 5. 36	Maaskerk	Hambourg	D. T. G.	800	1 baril ciment	180 —
57	—	—	—	—	9148	1 caisse cotonnade	14 —
64	10. 6. 36	Dunkwa	Londres	K. C. 67	484	1 caisse colliers	32 —
65	16. 6. 36	Isonzo	Trieste	M. O. L.	—	1 colis sacs papier	1 —
65	—	—	—	S/M	s/n	4 pièces madriers sapin	200 —
65	—	—	—	—	s/n	7 pièces planches	210 —
78	20. 7. 36	John Holt	Cotonou	O. M. B. B. H. V.	—	1 pièce poêle	7 —
93	3. 9. 36	Dahomian	Liverpool	U. A. C.	—	4 pièces barres de fer plat	33 —
114	27. 10. 36	New Columbia	Philadelphie	S. C. O. A.	B. 46. 841	1 caisse tabac en feuilles	10 —
131	26. 11. 36	Ft. de Douaumont	Dunkerque	F. A. O.	15. 031	1 pièce planche	14 —
141	20. 11. 36	Tombouctou	Marseille	S/M	s/n	7 sacs sel	136 —
1	29. 12. 36	Ft. Binger	Anvers	s/m vert	—	4 pièces fer plat	50 —
1937							
10	23. 1. 37	St. Louis	Anvers	F. A. O. P.	Jaune 13. 092	14 bottes fers ronds	716 —
—	—	—	—	S. C. O. A.	rouge 24. 015	2 bottes fers ronds	94 —
33	1. 4. 37	Reggestroom	Lagos	179	1. 150	1 caisse outils en fer	64 —
33	—	—	—	—	1. 150 a	1 paquet outils en fer	—
67	3. 6. 37	Brenta	Trieste	S/M	s/n	19 pièces planches	152 —
70	9. 7. 37	Egori	Londres	—	—	4 barres fer plat	34 —
79	24. 7. 37	Ethiopian	Hambourg	G. B. O.	—	3 sacs ciment	120 —
86	6. 8. 37	Reggestroom	—	D. T. G.	1	1 pièce barre de fer plat	8 —
91	13. 8. 37	Ft. de Vaux	—	E. P.	2/3	1. caisse raccords en fonte	19 —
93	21. 8. 37	Guinean	—	M. O. L.	—	1 colis sacs vides papier	4 —
99	13. 9. 37	Torafire	Takoradi	G. G. C.	—	1 caisse conserves	13 —
108	27. 9. 37	Ft. de Souville	Hambourg	S. M.	s/n	3 barres fer plat	49 —
117	13. 10. 37	Bossa	Calcutta	H. E. A. P.	0	1 pièce ventilateur	20 —
125	5. 11. 37	Clintonia 314	Pinatar	S. C. O. A.	202. 077	32 sacs sel	576 —
130	15. 11. 37	Carnia 325	Trieste	S. G. G. G.	—	9 barriques ciment	1. 620 —
148	18. 12. 37	Medjerda 361	Pte. Noire	S/M	s/n	21 chevrons en bois	315 —
1938							
13	20. 1. 38	Chateauroux n° 12	Dunkerque	F. A. O.	s/n	12 sacs sel	216 —
19	4. 2. 38	Canada n° 28	Marseille	OME & MKG	11. 878/2	1 caisse biscuits	69 —
20	7. 2. 38	Godfray Holt n° 29	Liverpool	F. A. O.	—	1 caisse canifs	21 —
29	24. 2. 38	Cherca n° 46	Trieste	F. A. O. P.	—	1 pièce planche	8 —
41	12. 4. 38	Edw. Blyden n° 94	Londres	F. A. O.	18. 233 varl	1 pièce barre en acier	13 —
66	21. 6. 38	Savoia n° 162	Trieste	D. T. G.	—	4 pièces planches	45 —
71	19. 5. 38	Carnia n° 129	—	Strell	s/n	1 sac ciment	43 —
73	11. 7. 38	Deido n° 187	Opobo	O. M. E.	—	1 caisse échantillon d'huile	1 —
76	21. 7. 38	Thomas Holt n° 194	Liverpool	S/M	—	2 sacs ciment	80 —
87	29. 8. 38	Asie n° 221	Pte. Noire	S. C. O. A.	—	1 colis marteaux	13 —
99	6. 10. 38	H. Stanley n° 256	Calcutta	—	—	2 pièces ventilateur	20 —
99	—	—	—	T. P.	—	1 pièce ventilateur	10 —
107	26. 10. 38	Aurillac n° 279	Pt. Gentil	Nige.	—	1 colis fer plat	21 —
112	8. 11. 38	Tagliamento n° 288	Trieste	Cotonou F. A.	NB: 9. 798	1 sac sel	9 —
112	—	—	—	SASSD	s/n	1 sac sel	15 —
118	25. 11. 38	Ft. Medine n° 306	Dunkerque	S. G. G. G.	MIB	1 pièce fer plat	16 —

Lomé, le 16 juin 1939

Le Chef de Service des douanes,
TOUË.

DOMAINES**Avis**

En exécution de l'article 14 de l'arrêté du 21 septembre 1934 sur le régime fiscal des assurances, le receveur de l'enregistrement à Lomé fait connaître que les compagnies d'assurances ayant un représentant au Togo à la date du 31 décembre 1938 sont les suivantes :

1^o — « Alliance Assurance Company Ltd » représentée par M. Perkins, agent à Lomé de la société John Holt.

2^o — « The Northern Assurance Company Ltd » représentée par :

a) M. Ambach, agent de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale (F. A. O.) à Lomé;

b) M. Olympio, agent de la société The United Africa Company Ltd. à Lomé.

Lomé, le 28 juin 1939.

PHILIPPE.

Avis de demande d'immatriculation**au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1097, déposée le 13 juin 1939 le sieur Andreas Hihewodo Agama, profession de tisserand, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain à usage de cultures vivrières affectant la forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 69 ares 70 centiares, situé à Lomé, quartier Nyekonakpoé, cercle de Lomé et borné au nord et à l'est par terrain à Kuassi Azangbo (alias Aziagbo), au sud par terrain à Jacob Adjallé, à l'ouest par terrain à Atikpo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1098, déposée le 13 juin 1939 le sieur Andreas Hihewodo Agama, profession de tisserand, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain à usage de cultures vivrières affectant la forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 36 ares 66 centiares, situé à Lomé, quartier Nyekonakpoé, cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Kpogo, à l'est par terrain à Octaviano Olympio, au sud et à l'ouest par terrain à Kaké Aho.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1099, déposée le 28 juin 1939 le sieur Aloysius Tossavi Etorh, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Agouégan, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 11 ares 70 centiares, situé à Agouégan, cercle d'Anécho et borné au nord par terrain à Akouévi, à l'est par terrain à Kangni Dosségan, au sud par terrain à Akoko Ekoué Klaté, à l'ouest par la route du marché vers le village d'Agouégan.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1.100, déposée le 28 juin 1939 le sieur Olympio Sylvanus Epiphany, profession d'agent de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 5 Ha, 82 ares 90 centiares, situé à Ekpui, cercle d'Anécho et borné au nord, à l'est et à l'ouest par terrain à Apetovi Djahlin, au sud par le Lac du Togo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,

PHILIPPE.

BULLETIN PLUVIO

Avril 1939

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKLAKOU	AYITOGON	TABLICBO	TCHERPO-DÉDÉKPO	TSEVIÉ	AGBELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉKOVÉ	PALIMÉ	KLOUTO (7)	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE-KAKPA	NUATJA	ANLAMÉ
1		21,8		78,3	28,5		16,5					43,0			13,8		
2																	
3												10,5	6,4	25,6	4,1		
4					20,2								1,5				14,0
5	83,0				5,3	1,0		20,0				2,2	22,3	5,6	4,5		21,4
6				7,3	1,0	2,1	43,0	0,6	44,2	27,0		13,3			6,0	29,0	
7																	5,6
8											32,0					14,0	
9			3,2			12,0			2,7					2,6	5,4		5,2
10				4,5				8,5				2,9					
11																17,0	
12	17,5	26,1	61,4	29,8	25,0	12,5	9,3	0,5	32,8	44,0		6,6		3,1	2,3	40,0	1,2
13																	
14					5,5	2,0		81,0			27,0	G			7,2		
15	26,3	14,1	19,9			5,5	19,3	4,3	52,9	5,1		27,3	58,6	39,0	50,5		78,2
16																	2,6
17											31,2					1,1	
18																	
19											13,7						
20							7,0			6,3		11,6	2,5				
21		1,7	16,1	2,4	21,5												
22										8,4	16,9					5,0	
23	29,5	15,2	7,5	19,8	9,2	14,0	13,0		14,5	25,7		G				8,1	
24												15,2	49,3	31,6	23,7	13,0	8,5
25	20,2	43,9	14,2	38,5	26,1		31,5	47,2	152,5	72,4		37,0	38,4	40,1	22,1	24,2	14,7
26											24,7						
27			G		12,0	0,7											
28										12,0							
29			G	G							19,7	16,1	29,6	55,4	40,1	5,1	27,6
30												G		8,0	16,5		0,8
TOTAL	176,5	122,8	122,3	227,4	154,3	49,8	139,6	162,1	299,6	200,9	165,2	185,7	208,6	211,0	196,0	156,5	179,8
depuis le 1 ^{er} janvier 1939	232,1	136,7	242,6	458,8	332,0	261,3	319,0	426,0	491,6	447,9	387,7	456,0	524,7	390,0	399,2	408,4	409,5

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres. — (7) Anciennement Misahoé — G. : Gouttes.

MÉTÉOROLOGIQUE

METRIE ⁽⁶⁾

Avril 1939

ATAKPAÑÉ	OKOU	KLABÉ	YÉGUÉ	KPESSI	BLITA	TCHAMBA	SOKODÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALEDJO	LAMA-KARA	PAGODA	KANDÉ	MANGO	DAPANGO	DATES
	6,4					5,0										1
																2
						G										3
6,8	3,4	3,1														4
	14,1	6,2		35 0												5
		6,7														6
												G				7
										9,1	G	0,5				8
	3,4	28,4	32,5	11,0	11,5	14,3	13,0		6,3	G	2,0				4,5	9
4,7						G				2,4				9,7		10
									1,8		1,0					11
3,2	9,4			8,0		G										12
			17,5								8,0	G				13
		10,2	10,0													14
	17,4		2,0		17,7							8,0				15
						G									25,0	16
									43,4		4,0		11,0	4,9		17
								30,5	14,9		G		4,1			18
																19
7,6			3,0		13,1	7,8	26,0	18,4	29,4		2,0	8,2	2,5	41,2	1,5	20
						36,5										21
	2,7	6,3									11,5	3,3	4,8			22
			8,0	5,0												23
26,8	30,4	29,5		7,0	20,7	3,4										24
32,6	12,5	18,8	41,5		5,5			1,0		3,6						25
		3,4														26
																27
										27,1	19,0					28
							6,0	9,2	3,3		G	24,0	10,5			29
13,5	10,4												6,4			30
	0,3		22,8													
95,2	110,4	112,6	137,3	66,0	68,5	67,0	45,0	59,1	99,1	42,2	47,5	44,0	39,3	55,8	31,0	TOTAL
467,9	294,8	271,4	375,9	165,7	264,8	149,8	161,5	158,4	168,1	159,2	139,8	151,9	72,0	80,5	47,2	depuis le 1 ^{er} janvier 1939

Climatologie ⁽¹⁾

AVRIL 1939

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			KLOUTO			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pressions	(3) Temps.	(4) Hygr.	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries
1	00,0	26,2	85	00,0	20,5	74	70,1	20,2	78		27,1	70	57,0	24,9	83	61,8	28,7	68	21,5	23,2	78	88,0	28,4	57		31,0	84
2	06,5	26,9	74	00,4	24,1	74	69,9	20,4	78		20,2	80	57,7	23,8	74	62,2	29,4	67	20,0	25,2	66	89,1	28,1	48	93,0	31,2	88
3	07,4	27,1	79	89,7	28,7	66	69,5	28,4	63		26,4	76	57,7	26,2	81	61,0	28,3	51	21,7	26,8	60	89,5	28,8	44	93,0	32,5	46
4	08,2	29,0	79	92,2	28,2	84	70,5	26,8	79	80,6	28,1	82	58,1	26,1	87	62,9	29,3	69	21,5	25,4	72	89,7	28,7	53	93,4	32,5	60
5	09,1	28,0	74	92,3	28,0	84	71,3	28,2	79	81,5	27,8	78	58,7	26,1	83	63,7	29,5	65	22,3	26,0	73	60,2	20,7	42	94,1	32,8	40
6	11,7	23,1	85	94,6	23,1	88	72,6	24,6	77	84	24,8	86	61,1	22,7	83	65,4	27,0	72	24,1	23,2	80	63,0	26,6	64	95,1	31,0	61
7	10,6	25,6	78	91,6	27,0	69	71,4	28,3	64	83	27,6	74	61,0	25,7	72	68,1	28,5	69	24,1	25,3	65	63,5	28,2	51	95,8	32,0	51
8	09,5	27,3	79	93,7	28,9	66	71,7	28,8	36	86	28,5	82	59,4	26,8	75	64,2	28,8	61	22,5	26,6	73	51,9	27,5	60	94,2	31,6	44
9	03,7	27,0	78	91,4	27,8	66	71,1	28,5	68	81,7	28,6	72	59,5	26,3	68	65,3	27,5	79	23,2	24,5	70	62,1	26,8	57	95,4	29,8	72
10	08,5	26,2	78	91,1	27,8	74	71,5	27,6	76		28,7	67	59,1	26,2	72	64,8	26,0	77	21,1	23,4	61	61,0	26,0	51	93,4	31,7	61
11	08,3	28,0	78	92,7	29,1	72	71,0	29,7	70		28,6	75	58,9	26,9	73	63,8	28,7	69	22,0	26,1	64	60,7	29,2	48	93,0	30,2	43
12	08,2	29,0	78	93,4	28,0	76	71,4	29,0	74		28,2	78	59,9	27,6	76	64,6	29,1	67	23,3	25,6	71	61,1	29,4	58	94,2	32,2	41
13	09,3	26,4	76	93,3	27,0	77	71,5	28,5	73		27,6	72	59,1	26,7	78	64,0	29,5	61	23,1		60	61,0	30,9	40	93,0	33,0	30
14	09,7	27,0	82	93,8	28,3	74	71,1	27,0	70		28,8	66	59,7	26,7	73	61,3	29,5	68	22,7	26,4	66	60,1	28,7	51	93,5	36,9	42
15	10,3	26,1	88	92,5	28,7	81	70,9	29,1	81		30,5	74	59,8	26,3	80	61,7	27,1	72	24,1	23,0	73	61,7	27,0	87	93,9	20,1	49
16	10,5	25,7	78	93,7	25,8	77	71,0	27,8			27,3	73	60,2	25,3	79	63,1	28,4	71	23,7	23,3	74	62,7	26,6	60	94,6	33,5	57
17	09,4	27,3	84	93,8	28,9	72	71,3	28,8	67		28,8	68	60,5	26,2	75	65,3	28,9	68	22,0	26,3	58	68,0	29,3	82	94,9	31,1	40
18	10,1	27,8	75	93,5	28,1	68	71,7	28,5	69		28,8	68	60,0	26,0	72	65,4	28,7	67	24,0	26,5	69	63,4	27,0	60	95,5	29,0	63
19	09,3	27,7	82	92,3	29,2	67	70,2	29,1	62		28,3	64	59,1	27,5	71	63,9	30,4	74	22,8	27,0	64	62,2	28,3	64	94,3	32,2	52
20	09,3	27,0	76	92,2	28,7	80	70,6	27,5	86		27,9	78	59,4	26,9		66,1	22,5	61	23,2	20,2	85	63,5	22,0	84	95,0	20,2	94
21	10,2	28,1	80	93,4	29,2	75	70,3	29,1	73		28,7	70	60,3	26,9		65,5	26,7	77	23,9	26,0	56	63,3	26,9	86	96,2	27,3	66
22	09,9	27,8	79	93,9	28,7	82	70,7	30,2	73		29,0	71	60,5	27,1		65,0	29,4	75	23,5	26,5	74	62,6	28,2	63	98,0	20,6	60
23	09,0	28,0	77	94,3	27,2	84	70,9	29,3	74		27,8	75	60,9	26,5	82	66,3	25,0	72	22,8	25,3	81	62,9	26,3	65	95,3	32,1	65
24	09,1	27,5	79	93,3	27,8	77	71,5	29,4	80		29,6		60,3	27,7	78	65,1	28,6	81	22,0	26,0	71	61,9	28,0	60		29,5	59
25	08,9	27,6	84	93,8	26,6	83	70,9	28,6	90		29,4	82	59,8	25,0	80	65,4	28,3	71	22,7	26,1	70	63,0	27,7	85	98,7	29,4	63
26	09,5	26,0	81	93,7	26,1	76	71,7	26,9	76		29,8	78	60,1	25,6	81	65,7	27,0	76	23,5	26,5	57	62,7	28,3	43	93,5	30,1	49
27	09,8	28,2	79	94,1	26,6	80	72,3	26,7	81		27,3	81	60,3	26,4	84	65,4	29,4	78	23,6	26,4	71	62,9	28,0	54	93,5	32,1	54
28	09,5	27,6	78	93,5	28,7	79	71,4	28,3	77		28,0	70	59,9	27,2	79	64,9	28,3	73	22,7	26,1	73	63,4	26,5	63	92,9	32,8	53
29	09,3	28,6	76	93,3	26,9	85	71,5	27,0	78		28,8	70	59,8	26,8	83	64,3	28,1	81	22,4	25,6	74	62,7	27,1	61	93,0	32,9	58
30	09,0	27,4	77	93,1	26,7			27,0	83		27,6	81	60,2	26,3	80	65,0	27,2	71	22,8	25,0	69	63,0	26,6	59	93,1	32,5	
Moy	09,3	27,3	79	92,9	27,5	76	71,0	28,1	74	82,3	27,9	74	59,7	26,2	78	64,6	28,1	71	22,8	25,3	70	61,9	27,8	65	94,2	31,0	54

1) Facteurs moyens

2) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 1.000 +

5) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

Etude de M^e Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé**VENTE****PAR ADJUDICATION**

d'un droit de superficie dépendant d'une faillite

Il sera procédé le vendredi *vingt et un juillet mil neuf cent trente neuf*, à huit heures du matin, en l'audience des criées du tribunal de première instance de LOMÉ (Togo) séant en ladite ville, Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur, du

DROIT DE SUPERFICIE

grévant l'immeuble objet du TITRE FONCIER N° 59 D'ANECHO.

Ce droit de superficie dépend de l'actif de la faillite du sieur Raymond SHIDIAC, ancien négociant au Togo et au Dahomey.

Il porte sur un terrain urbain d'une contenance de dix-huit ares, dix-huit centiares, sis à ANECHO, (cercle d'Anécho — Togo) borné au nord par la grande rue, à l'ouest par une rue non dénommée, au sud par la plage et à l'est par terrain à Lawson, ledit terrain immatriculé sous le numéro CINQUANTE-NEUF au LIVRE FONCIER DU CERCLE D'ANECHO, vol. 1, f° 59, au nom des sieurs Frédéric Body LAWSON, James Laté LAWSON, Latévi Ben LAWSON, Tychus LAWSON, Frédéric Georges LAWSON, Thomas WILSON et AKAKPO SITTI.

Il s'étend sur toutes les constructions édifiées sur le terrain ci-dessus mentionné, lesquelles consistent : 1°) En une maison surélevée d'un étage sur rez-de-chaussée, donnant sur la grande rue, en briques, recouverte de tôles et éverites, à usage de boutique, habitation et communs; 2°) en deux bâtiments à seul rez-de-chaussée, en briques, couverts de tôles ondulées et papier goudronné, à usage de magasin, ouvrant sur la cour intérieure, l'un à l'est, l'autre à l'ouest.

Toutes indications concernant l'origine, l'étendue et les modalités dudit droit de superficie sont indiquées au cahier des charges déposé au greffe du tribunal de première instance de Lomé où les personnes intéressées pourront le consulter.

La vente de ce droit de superficie est poursuivie par la faillite du sieur Raymond SHIDIAC, agissant par son syndic M. Georges CHEVALIER demeurant et domicilié à Cotonou (Dahomey) ayant pour avocat-défenseur

maître Raymond VIALE, en l'étude de qui, à Lomé, domicile est élu, et en vertu 1°) d'une ordonnance sur requête en date à Cotonou (Dahomey) du neuf mars 1939 rendue par M. le juge-commissaire de la faillite Raymond Shidiak autorisant le syndic de ladite faillite à poursuivre aux formes de droit, à la barre du tribunal de première instance de Lomé (Togo) la vente aux enchères publiques dudit droit de superficie — 2°) d'un jugement sur requête rendu le 29 mars 1939 par le tribunal de première instance de Cotonou (Dahomey) homologuant l'ordonnance susvisée de M. le juge-commissaire de la faillite Raymond Shidiak en sa forme et teneur et ordonnant la vente dudit droit de superficie à l'audience des criées du tribunal de première instance de Lomé — 3°) du duplicata du certificat d'inscription dudit droit de superficie analysé au bordereau analytique n° 1 du titre foncier n° 59 du livre foncier du cercle d'Anécho, ledit certificat d'inscription en date à Lomé du 12 août 1929.

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix de DOUZE MILLE FRANCS (FRS. 12.000) fixée par le jugement susvisé du tribunal de première instance de Cotonou en date du 29 mars 1939.

Lomé, le 20 juin 1939.

L'avocat-défenseur,
Raymond VIALE.

Pour tous renseignements s'adresser à Maître Raymond VIALE, avocat-défenseur à Lomé et au greffe du tribunal de première instance de Lomé, où le cahier des charges a été déposé le 21 juin 1939.

Etude de M^e Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé**AVIS****de perte de titre foncier**

Conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906 sur le régime de la propriété et des droits fonciers au Togo, avis est donné de la perte du certificat d'inscription de l'hypothèque inscrite le vingt cinq mars 1926 sur le titre foncier n° 77 du cercle de Lomé, ladite hypothèque, faisant l'objet du bordereau analytique n° 2 du titre foncier n° 77, prise au profit de M. Cyprien Brial.

Pour premier avis.